



HAL
open science

**“ Notre avenir énergétique se décide maintenant ”
(concertation nationale sur le système énergétique de
demain) : analyses textométriques**

Pascal Marchand, Claire Denis

► **To cite this version:**

Pascal Marchand, Claire Denis. “ Notre avenir énergétique se décide maintenant ” (concertation nationale sur le système énergétique de demain) : analyses textométriques. Commission Nationale du Débat Public (CNDP). 2023, 43 p. hal-04107493

HAL Id: hal-04107493

<https://hal.science/hal-04107493v1>

Submitted on 26 May 2023

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

décide maintenant » (concertation nationale sur le système énergétique de demain) : analyses textométriques.

Pascal Marchand et Claire Denis (stagiaire), Lerass, Université de Toulouse

Février 2023

Synthèse des livrables intermédiaires remis à la CNDP le 9 décembre 2022, le 6 janvier 2023 et le 13 mars 2023.

Retrouver le rapport définitif remis au Gouvernement
(Agnès Pannier-Runacher, Olivier Véran) :

Synthèse :

https://www.debatpublic.fr/sites/default/files/2023-03/230309_Synth%C3%A8seMixEnerg%C3%A9tique_Site_1.pdf

Rapport complet :

https://www.debatpublic.fr/sites/default/files/2023-03/230309_BilanMixEnerg%C3%A9tique_Site.pdf



Table des matières

Introduction.....	4
Premières analyses.....	4
Caractéristiques du corpus.....	4
Méthode et résultats.....	4
Habitat, déplacement : des décisions individuelles et un soutien organisationnel.....	6
Se déplacer : l'individu acteur de sa mobilité	6
Se déplacer : l'individu prescripteur de sobriété	6
Les comportements énergétiques : l'individu face à ses changements.....	7
La rénovation des bâtiments : un effort collectif	8
Energies renouvelables et impacts environnementaux : des gouvernances locales	10
Concertation, participation, acceptation	10
L'éolien et son impact sur la biodiversité et le paysage.....	11
L'hydraulique et hydroélectrique : atout pour préserver la biodiversité	11
Solaire, géothermie, biomasse, méthanisation : au risque de la préservation des terres naturelles et agricoles	12
Energies fossiles, nucléaire et politiques économiques : des stratégies globales	14
Information, débat	14
Se réapproprier la décision politique locale.....	15
Le poids géopolitique	16
L'économie de marché de l'énergie	16
Le nucléaire : l'individu en déficit de contrôle des risques et de la sûreté	17
La solution du mix énergétique (une réappropriation ?)	18
Approfondissements textométriques	20
Méthode.....	20
Description des choix ayant été le plus retenus.....	23
Choix 1.1A (n=2597) : A - Une sobriété maximale sur le besoin de déplacement, permettant de limiter fortement les besoins énergétiques.	23
Choix 2.08C (n=2454) : C - Développer tous les projets hydroélectriques, y compris les très petites installations pour maximiser les capacités installées, et y compris les projets plus coûteux, tout en essayant de limiter les impacts environnementaux.....	24
Choix 2.03F (n=2397) : F - La participation des collectivités locales ou des citoyens à la gouvernance du projet.....	25
Choix 2.03G (n=2225): G - La concertation avec tous les acteurs du territoire tout au long de la conception des projets	26

Choix 1.2A (n=2118): A - Des efforts très importants, permettant de limiter fortement les besoins énergétiques associés.	27
Choix 2.03E (n=2104): E - Son impact financier national afin de conserver un prix de l'électricité compétitif pour les consommateurs	28
Choix 1.1B (n=2101): B - Une diminution plus modérée de nos déplacements, conduisant à des réductions plus limitées des besoins énergétiques.	29
Choix 1.3D (n=2023): D - Autre proposition (à préciser et justifier dans le champ ci-après)	30
Choix 2.01C (n=2023) : C - La répartition des installations d'énergie renouvelables de manière équilibrée et diffuse sur le territoire, avec des impacts locaux a priori plus modérés mais qui touchent l'ensemble du territoire	31
Choix 2.01F (n=2008): F - Autre proposition (à préciser et justifier dans le champ ci-après).....	32
Choix 2.09A (n=1845): A - La relance d'une politique électronucléaire globale et d'ampleur (mise en œuvre des trois piliers de Belfort), comparable à celle des années 1970 et 1980	33
Choix 1.2B (n=1604): B - Des efforts plus modérés, conduisant à des réductions plus limitées des besoins énergétiques par rapport au niveau actuel.	34
Choix 2.09J (n=1579) : J - Autre proposition (à préciser et justifier dans le champ ci-après)	35
Choix 1.3B (n=1533) : B - Une réindustrialisation massive, corrélée à une réduction du fret national et du commerce extérieur.....	36
Cas particulier des « Autres choix »	37
Choix 1.3D (n=2023): D - Autre proposition (à préciser et justifier dans le champ ci-après)	38
Choix 2.01F (n=2008): F - Autre proposition (à préciser et justifier dans le champ ci-après).....	39
Choix 2.09J (n=1579) : J - Autre proposition (à préciser et justifier dans le champ ci-après)	40
Choix 3.03D (n=1460) : D - Autre proposition (à préciser et justifier dans le champ ci-après)	41
Conclusion : de l'autonomie engagée à la délégation contrôlée	42

Introduction

A la demande de la CNDP, le Laboratoire d'Etudes et Recherches Appliquées en Sciences sociales (LERASS, Université Toulouse 3 - Paul Sabatier) a été mandaté pour traiter les données textuelles recueillies sur la consultation en ligne : « Notre avenir énergétique se décide maintenant ».

Nous livrons ici les résultats sur un corpus couvrant la période du 20 octobre 2022 au 18 janvier 2023 transmises par la CNDP sous forme de base de données en mode "tableur".

Premières analyses

Caractéristiques du corpus

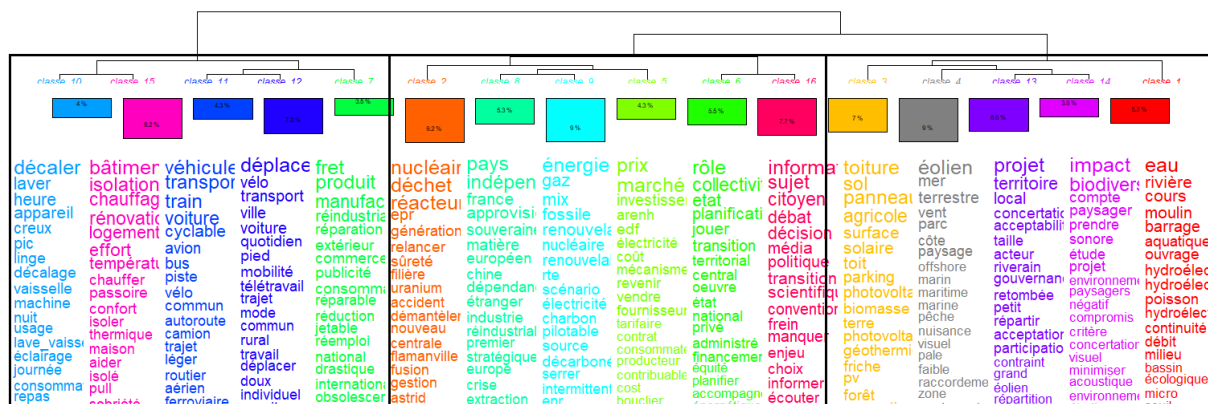
Les données ont été livrées en trois phases sous forme de bases de données. Deux questions ouvertes "questions" et "propositions" ont été fusionnées. Le corpus final contient 31462 réponses, qui représentent 1,868,076 mots au total (occurrences) correspondant à un lexique de 34485 mots différents (formes lexicales), dont 9393 n'apparaissent qu'une fois (hapax).

Chaque contribution est codée selon des métadonnées correspondant à la date d'envoi du commentaire, à son statut de publication (oui/non), ainsi qu'aux réponses aux questions fermées ("thème", "question", "choix").

Méthode et résultats

Les 31462 réponses ont été codées pour pouvoir être analysées au moyen du logiciel *Iramuteq*, qui permet de décrire la structure de ce corpus textuel et de définir des classes lexicales.

La classification lexicale ("classification hiérarchique descendante" ou CHD selon la méthode de Reinert, 1983) permet tout d'abord de décrire la structure du vocabulaire. Sur la base d'une matrice binaire codant la présence (1) ou l'absence (0) d'une forme lexicale (lemmes en colonnes) dans un segment de texte (en lignes), on regroupe les segments dont les profils sont semblables du point de vue de leur vocabulaire, dans une arborisation hiérarchique. Le dendrogramme suivant rend compte de la classification de 97% des segments du corpus et révèle trois grands blocs de seize classes relativement équilibrées en taille.



Nous pouvons voir trois blocs subdivisés en seize classes :

- Le bloc 1 se décompose en classes {7, 11, 12}, {10, 15}
- Le bloc 2 se décompose en classes {2, 5, 8, 9}, {6, 16}

- Le bloc 3 se décompose en classes {1, 3, 4, 13, 14}.

Les interprétations considèrent donc les réponses selon trois grands thèmes et seize sous-thèmes et reposent sur les indicateurs suivants :

- Profil lexical de chacune des classes (lemmes triés par étiquette morphosyntaxique et probabilité décroissante de liaison aux classes)
- Segments caractéristiques de chacune des classes
- Concordancier des formes lexicales significatives

Habitat, déplacement : des décisions individuelles et un soutien organisationnel

Le premier thème qui se dégage de l'analyse porte sur l'habitat et le déplacement et concerne donc des pratiques individuelles qui peuvent être appropriées personnellement ou en lien avec les organisations (professionnelles, collectivités locales...).

Se déplacer : l'individu acteur de sa mobilité

Le changement des modes de déplacement est envisagé, à l'échelle individuelle, comme moyen de baisser sa consommation énergétique. Il s'agit d'une implication personnelle dans ces gestes et comportements : adapter sa consommation, trouver des alternatives à la voiture, tout en gardant sa liberté et son "mode de vie". C'est donc une responsabilité individuelle ("motivation") qui passe par les mobilités douces : marche à pied (lorsque les conditions physiques et géographiques le permettent : "proximité", "distance"), le vélo (le plus souvent associé à la marche mais également au train), le covoiturage ou les transports en commun. On doit également noter la différence faite entre le quotidien (promotion du zéro énergétique pour le travail, les commerces, les services et les loisirs : la marche et le vélo) et les vacances (promotion du train). Tout s'organise autour du "domicile" (à différencier du "logement" ou "bâtiment" qui sera évoqué plus loin). Pour certains, il s'agit de "se rapprocher de son lieu de travail" (villes), pour d'autres "d'aménager le territoire" (campagnes et petites villes : le terme *rural* est significativement employé ici).

je le pratique déjà je fais mes déplacements quotidiens à vélo aussi à pied je prends les transports en commun et j'avais choisi mon domicile près de mon travail je n'ai plus de voiture je voyage en train pour les vacances

c'est ce qui me semble le plus naturel s'approcher suffisamment de son lieu de travail pour pouvoir s'y rendre à pied vélo transports en commun et pouvoir profiter des commerces du quotidien dans un rayon raisonnable toujours autoriser les déplacements longue distance mais sans devoir prendre la voiture

A signaler : le télétravail est mentionné pour son intérêt énergétique mais également comme présentant un risque psychosocial d'isolement et de surmenage. Il ne peut pas être généralisé ("massif") mais constitue un aménagement possible s'il est partiel et négocié. Enfin, son coût énergétique est également à évaluer et à maîtriser.

Se déplacer : l'individu prescripteur de sobriété

Le changement individuel passe également par un aménagement des conditions de transport et les contributeurs en appellent aux pouvoirs publics pour repenser l'organisation du territoire et améliorer l'accès aux modes de déplacement alternatifs à la voiture ("pistes cyclables et trottoirs sécurisés bien dimensionnés). Le discours est ici plus prescriptif et moins personnel.

On traite de la question des déplacements d'une façon moins individuelle et par un appel à la régulation des "véhicules" (train, voiture, avion, bus, vélo, camion..., avec une préconisation de réduction de la taille des véhicules (*petits, micro, mini, léger, intermédiaires...*)).

vélo transports en commun covoiturage véhicules intermédiaires micro voitures vélomobiles pour les transports du quotidien train de jour et de nuit covoiturage pour la longue distance très peu voire pas du tout d'avion

optimiser créer des réseaux de transports en commun bus cars navette réhabiliter des lignes de trains ferroutage pour éviter le trafic transitoire des camions et pour les longs trajets moteurs à eau processeur pantone l'électrique n'étant pas pérenne pollution externalisée pistes cyclables sécurisées

construisons de petites voitures électriques légères 0.5t et partageons l'utilisation de ces véhicules tournons nous vers d'autres mobilités par ordre marche vélo trottinette à l'huile de coude train et transports publics

La prescription du changement implique alors des décisions politiques et un modèle économique en lien avec la notion de sobriété énergétique qui s'applique ici alors qu'elle était absente des changements de comportements individuels.

Il s'agit par exemple de favoriser le changement industriel vers la production de véhicules "moins impactante".

La limitation, la taxation, et plus catégoriquement l'interdiction, du transport aérien (notamment pour les vols intérieurs) est centrale ici. Le ferroviaire est présenté comme une alternative souhaitable, mais également vis-à-vis du transport routier. Mais il demande une politique volontariste de rénovation du réseau ferré et du service ferroviaire (fréquence, tarifs...).

On note un vocabulaire structuré autour de la notion de réindustrialisation du pays, une réduction des importations et à la relocalisation de la production, qui passe par des unités plus restreintes et des produits manufacturés "durables" (réparables, non-jetables...). L'augmentation attendue des prix entraînera une baisse assumée de la consommation qui participera à la sobriété énergétique présentée comme un "modèle de vie désirable". On remarque également des critiques de l'obsolescence programmée, de l'installation de la 5G.

On a ici une véritable tentative d'articulation entre des aspirations écologiques et des considérations socio-économiques pour produire un modèle alternatif mais non-utopique.

une réindustrialisation associée à une certaine réduction du commerce extérieur d'équipements manufacturés ou de certains produits de consommation exotiques associé à un fret national moins émetteur de CO2 rail ceci devrait conduire à une forte réduction des émissions importées

une réindustrialisation du pays favorisant les petites unités à travers le pays et produisant des produits manufacturés durables et réparables non jetables et donc plus chers à l'achat permettrait d'équilibrer les besoins énergétiques des investissements par la baisse du fret national et international et par la durée de vie des produits

Les comportements énergétiques : l'individu face à ses changements

Comme pour les déplacements, l'investissement individuel est mis en avant dans les changements directs des comportements des citoyens dans leur vie de tous les jours : utilisation d'électroménager (lave-vaisselle, lave-linge etc.), des pratiques domestiques et du ménage. Les comportements des citoyens se basent principalement sur les « heures pleines » et « heures creuses » de leur contrat d'énergie pour réguler leurs actions et permettre de baisser leur consommation.

Si, à l'instar des transports, le changement est présenté comme nécessaire, voire évident, des résistances sont néanmoins soulignées ici (beaucoup de modalisation discursive). Elles tiennent, soit à

la difficulté de changer les habitudes et modes de vie ou de remplacer l'électroménager, soit au manque d'incitation et d'accompagnement du changement. On note que l'installation de compteurs Linky est perçue plutôt positivement comme un dispositif d'aide à la régulation énergétique.

La thématique de l'éclairage regroupe autant l'installation de lampes à faible consommation (qui est l'une des actions posant le moins de problèmes) que la critique de l'éclairage public, commercial (*enseignes, publicitaire, pollution lumineuse*).

sans motivation financière tarifs heures pleines heures creuses par exemple rares seront ceux qui décaleront leur consommation certains équipements qui font du bruit machine à laver ne peuvent être décalés la nuit à moins d'avoir une grande maison ou un garage

pour la plupart de nos appareils électroniques décaler les consommations est devenu évident chauffe_eau machine laver robot ménager toutefois certains usages alimentation éclairage peuvent être décalés mais pas de façon drastique

décaler tous les usages liés à des objets programmables l'offre heures creuses actuellement proposée par edf est peu attractive et incitative pour les petits consommateurs car payer le kwh en heure pleine plus cher pour économiser lors des heures creuses alors qu'on fait peu de machines à laver n'est pas rentable

les pointes de consommation sont inévitables puisque nos modes de vie sont organisés ainsi évidemment des consommations peuvent être décalées la nuit lave vaisselle lave linge ou dans certains cas chargement d'appareils plus lourds mais il est difficile de généraliser les bonnes pratiques

La rénovation des bâtiments : un effort collectif

Ici, encore, le changement de consommation doit être soutenu par une politique d'accompagnement. Mais la demande est plus présente encore, peut-être du fait d'un engagement personnel moins fort dans le changement des habitudes domestiques qu'il l'était pour les questions de déplacement. La responsabilité se déplace de l'individu vers le collectif (*aider, rénover, inciter, sensibiliser*).

Ce qui revient le plus souvent va être la rénovation thermique et l'isolation (*passoires thermiques, gaspillage*). Il s'agit de mettre en place des actions concrètes pour les anciens bâtiments, les bâtiments d'entreprise qui ont un déficit au niveau du chauffage. Nous avons un aspect institutionnel avec la rénovation de bâtiments : comme refaire l'isolation de certaines bâtisses au lieu d'augmenter le chauffage.

On fait donc appel à un effort conjugué de l'Etat, des collectivités locales, des propriétaires, des citoyens... pour la maîtrise du chauffage et de la climatisation.

C'est ici que le terme *sobriété* apparaît le plus significativement. Quand les individus pensent *sobriété* on constate que cela ne s'applique pas à leur pratique à un niveau individuel, mais à un niveau plus large : inciter, favoriser. Et cela va jusqu'à l'intervention sur les piscines chauffées, les magasins climatisés qui laissent leur porte ouverte.

il faut avant tout une rénovation massive des bâtiments afin qu'ils aient une parfaite isolation thermique ça réduirait les coûts d'énergie demandé pour chauffer le bâtiments et d'être plus flexible dans la température moyenne du chauffage pour la baisse de 1 c en moyenne

les efforts doivent passer avant tout par une rénovation thermique massive des bâtiments publics d entreprise et d habitation la limitation des températures de chauffage en sera d autant plus acceptable 17 c sans effet paroi froide n offre pas le même ressenti que 17 c dans une passoire thermique

en même temps qu un effort de sobriété vivre a 18 19 peut rester confortable il y a un fort besoin d efficacité rénovation isolation des bâtiments géothermie et autres enr pour le chauffage et réparabilité recyclage pour l électroménager

Concernant les pratiques individuelles (transport, hébergement...), si une responsabilité personnelle est clairement assumée (modifier ses déplacements, limiter sa consommation ; investir dans l'isolation...), elle s'accompagne d'une demande d'aide et de prise en charge par les organisations (isoler les lieux de travail) et les pouvoirs publics (participer aux rénovations des bâtiments et au développement des infrastructures).

On peut imaginer que la différence entre les questions liées au déplacement et celles liées à la consommation domestique tiennent au caractère public des deux : le déplacement est visible et soumis à une évaluation, tandis que la consommation à la maison relève de l'intime.

On note que la notion de *sobriété* est évoquée en lien avec l'implication collective dans le changement de comportement, et pas au niveau individuel.

Energies renouvelables et impacts environnementaux : des gouvernances locales

Le thème précédent concernait l'engagement possible des citoyens dans leur consommation énergétique, avec le soutien souhaitable de collectifs divers. Ici, nous avons affaire à la production énergétique elle-même, qui dépasse le niveau individuel pour aborder un niveau local. L'individu n'est plus acteur de changement, mais en demande de participation dans les décisions.

Concertation, participation, acceptation

Deux types d'arguments apparaissent parallèlement. D'une part, la nécessité de concerter les riverains avant toute installation (*projet*), d'autre part, la nécessité de prendre en compte l'impact de la production énergétique sur le cadre de vie (environnement, biodiversité, paysage, activités agricoles...).

La notion d'*acceptabilité* intervient ici avec celle de *participation* pour la mise en avant du rôle des acteurs du territoire et la nécessité impérative d'une *concertation* préalable. Cette concertation (*toujours, vraie, indispensable, rigoureuse, totale, de bout en bout*) est centrale. Elle traduit la demande d'une "gouvernance de proximité / locale" qui semble s'opposer à des politiques descendantes et centralisées, mais aussi à des "passages en force" (promoteurs avides, élus incompetents), qui provoquent les résistances des *riverains (citoyens)* et *acteurs locaux*, qui "connaissent les spécificités des territoires et les problématiques locales". Il s'agit, de façon très majoritaire, de chercher à "éviter des conflits". De rares contributions appellent à ce que la concertation ne conduise pas à "abandonner ou retarder éternellement les projets" ("mal nécessaire"), mais elles sont extrêmement minoritaires. La plupart des contributions demandent des "concertations à taille humaine" pour des "projets de petite taille", gérables localement. La question du partage (*répartir*) des revenus générés par les projets (*retombées*) est également posée.

le gisement éolien est inégal sur le territoire et il existe un certain nombre de contraintes aéronautiques ou environnementales qui limitent l'éolien terrestre il faut développer cette énergie partout où cela est possible et adapter la taille des projets aux zones potentielles disponibles et en concertation avec les acteurs locaux

les projets photovoltaïques sont une opportunité pour le territoire de participer à l'effort collectif pour la neutralité carbone et d'avoir des retombées économiques fiscales intéressantes la concertation de tous les acteurs concernés par le projet ainsi que les retombées locales permettent de favoriser son acceptabilité

la participation des collectivités locales ou des citoyens à la gouvernance du projet et la concertation avec tous les acteurs du territoire favorisent l'appropriation des problématiques par la population

la concertation très amont avec les parties prenantes et l'implication réelle et concrète des acteurs locaux dans un projet éolien dès le début favorisent grandement la compréhension de la nécessité d'implanter un tel projet sur leur territoire et facilitent son acceptabilité

A propos de l'impact sur le cadre de vie, on note que l'éolien est ici particulièrement concerné. Mais il s'agit moins de dénoncer les nuisances (*impact négatif*) provoquées par les projets éoliens, que d'attester de leur prise en compte (*minimiser, sonore, paysager, biodiversité, visuel, acoustique;*

environnement, humain, protéger, limiter...). Ces contributions tranchent nettement avec les précédentes, qui dénonçaient l'opacité des projets et réclamaient davantage de concertation. On peut faire l'hypothèse que ce ne sont pas les mêmes catégories de contributeurs qui ont exprimé des propos aussi différents.

de fait dans ces études sont d'ores et déjà étudiés pour un projet éolien sa visibilité et son impact paysager son impact sur la biodiversité son impact sonore et la participation des acteurs du territoire est prise en compte

les critères de biodiversité et d'impact sonore sont déjà pris en compte dans la définition des zones éligibles à l'éolien et dans les études d'impact des projets l'esthétique visuelle et paysagère est le principal frein au développement des parcs terrestres et maritimes

supprimerait l'impact sonore et le syndrome éolien infra sons et électromagnétisme 2 impact paysager intense et impact sur la biodiversité les projets fleurissent sans prise en compte des exclusions unesco natura 2000 znieff

L'éolien et son impact sur la biodiversité et le paysage

Si l'éolien était fortement présent dans les contributions précédentes, c'était surtout à titre d'exemple pour illustrer la nécessité de concertation, pour les uns, et attester l'existence de concertations pour les autres. On aborde ici l'éolien de façon plus descriptive, notamment en comparant l'installation maritime / terrestre. Cette ressource énergétique, qui dans les représentations sociales, est perçue comme une solution pertinente alternative écologique, ne fait pas pour autant l'unanimité. Les impacts de l'éolien semblent revenir fréquemment, notamment avec un impact sur le paysage, sur la migration des oiseaux, les nuisances visuelles et auditives (*pale, mât, moche, visible, bruit, déranger, défigurer, gênant, gêcher...*). La plupart des contributions semblent privilégier l'éolien en mer et particulièrement *offshore* (moins impactant sur les paysages et nuisances), mais quelques voix dénoncent son effet négatif sur le tourisme côtier ou sur les activités de pêche. A l'appui de ces attitudes, le vocabulaire autour de l'éolien, convoque des considérations techniques (MW, GW, puissance) et économiques (*coût, rendement, intermittence...*) que l'on ne trouvait pas avec les énergies précédentes et qui vient renforcer l'argumentation paysagère.

les parcs d'éoliennes en mer peuvent être de grande taille par contre pour l'éolien terrestre je pense qu'il vaut mieux des éoliennes de taille petite ou moyenne réparties un peu partout où il y a du vent

l'éolien en mer dispose d'un meilleur rendement par rapport à l'éolien terrestre donc à privilégier les parcs éoliens sont aussi interdit de pêche pour préserver les installations sous marine câbles ancrages ainsi la biodiversité y est protégée

l'éolien en mer est plus impactant visuellement que l'éolien terrestre en raison de la taille des parcs et des machines le tourisme étant une activité essentielle du bord de mer il est important de bien gérer cet impact paysager

L'hydraulique et hydroélectrique : atout pour préserver la biodiversité

NB. On observe ici un phénomène de copier-coller d'une même phrase, ce que l'on observe parfois dans les consultations en ligne et qui peut résulter de la volonté, de la part d'individus ou de groupes, de promouvoir massivement une opinion. La phrase est la suivante::

le développement de l'hydroélectricité par la construction de nouveaux ouvrages est aujourd'hui incompatible avec la préservation des milieux aquatiques les cours d'eau du département de la Savoie et plus généralement du bassin Rhône méditerranéen sont déjà fortement équipés

Certains contributeurs ont un rapport positif à l'énergie hydraulique, qui exploite une ressource naturelle avec des moyens traditionnels et depuis suffisamment de temps pour que les populations l'aient intégrée dans leur vie quotidienne et leur rapport à l'environnement. Ainsi, les moulins ne peuvent être accusés de nuire à l'environnement et à la biodiversité. La question est plus ambiguë à propos des barrages.

les centrales hydroélectriques sont respectueuses de l'environnement aménagées pour préserver la biodiversité des rivières et assurer la continuité écologique il est important de relever que l'hydroélectricité ne consomme pas d'eau elle la dévie juste le temps de produire de l'électricité puis la restitue au cours d'eau

il existe de nombreux cours d'eau où petites installations hydroélectriques et biodiversité font bon ménage la gestion locale des rivières par tous les acteurs hydroélectricité agriculture station épuration pompage pêcheurs est primordiale pour atteindre le bon état écologique

D'autres contributeurs mettent en avant le risque de dégradation écologique:

rajouter des barrages ou micro centrales et une hérésie qui détruit la continuité écologique de nos cours d'eau les ouvrages existants n'ont déjà pratiquement aucune passe à poisson il faudrait améliorer grandement ce point les débits rejetés des centrales électriques sont complètement fous et détruisent toute reproduction halieutique

dans un souci de préservation des milieux aquatiques et des espèces qu'ils hébergent il est nécessaire de pouvoir maintenir à minima les obligations réglementaires existantes relatives aux conditions d'autorisation d'installation d'ouvrage voué à être transformé pour un projet hydroélectrique en lien avec la continuité écologique des cours d'eau

Solaire, géothermie, biomasse, méthanisation : au risque de la préservation des terres naturelles et agricoles

Comme pour l'hydraulique, l'énergie solaire n'est pas rejetée d'emblée, mais le risque pour l'environnement est fortement souligné : volonté de ne pas avoir cette implantation sur des terres non artificielles et préserver la forêt et les espaces naturels. Et aussi le souhait de développer cette implantation tout en préservant l'écosystème et en préférant l'utilisation de structures déjà construites pour éviter une destruction de la biodiversité qui est déjà fortement attaquée depuis des années. Le risque dénoncé est celui d'une industrialisation de l'énergie solaire, qui présenterait les mêmes inconvénients sur la dégradation des milieux naturels et des cadres de vie (artificialisation, agrivoltaïsme, fermes solaires, grands parcs...). "Il ne faut pas que les panneaux remplacent les troupeaux". L'énergie solaire apparaît comme une solution lorsqu'elle s'adapte à l'existant (toitures, habitations, friches, ombrières de parkings, autoroutes, bâtiments industriels et commerciaux...) mais comme une nuisance lorsqu'elle demande à l'existant de s'adapter (terres agricoles, forêts...). Le même raisonnement est appliqué à la biomasse (solide): valorisée dans une pratique individualisée ou

localisée, elle est dévalorisée dès lors qu'il s'agit d'exploiter industriellement les ressources boisées au risque de la déforestation et de l'appauvrissement des sols. Elle présente, par rapport au photovoltaïque, un risque supplémentaire de pollution. Enfin, la géothermie est parfois avancée comme une solution prometteuse mais peu exploitable, en tout cas exploitée. C'est également le cas de la méthanisation.

la photovoltaïque peut et doit se faire sans artificialisation des sols sans destructions de forêts sans emprise sur les terres agricoles il peut et doit se faire sur toutes les surfaces disponibles parkings toitures terrasses bâtiments industriels

la préservation des sols agricoles forestiers réserves biodiversité est indispensable pour ne pas altérer les captations de carbone les panneaux voltaïques pv doivent être déployés sur des surfaces exemptes de plantations couloirs autoroutiers toitures industrielles et agricoles ou immobilières friches non plantées

il faut prioriser le déploiement du photovoltaïque sur les surfaces déjà artificialisées toiture des immeubles maisons serres bâtiments industriels ombrières etc le photovoltaïque au sol doit être développé uniquement sur des terres non boisées et qui sont impropres à un usage agricole

il ne faut pas affecter des sols agricoles pastoraux ou forestiers à du photovoltaïque au sol le solaire est acceptable sur des sols déjà artificialisés et non renaturalisables mais aussi sur les parkings ombrières ou sur les toitures dans le respect des règles d'urbanisme

Les individus sont favorables aux formes d'énergie renouvelable qui permettrait de sortir de notre dépendance aux énergies fossiles. Mais pas aux dépens des écosystèmes, paysages et terres (agricoles). La production d'énergie, y compris renouvelable, n'est abordée positivement que lorsqu'elle est à une échelle réduite (micro, petit, etc.). Les contributeurs en appellent à des solutions locales et quasi-autarciques, incompatibles avec une grande production. Dès lors que la production est pensée à l'échelle industrielle, elle est rejetée pour son impact sur l'environnement et la qualité de vie. Mais, surtout, la demande de concertation préalable aux décisions est primordiale pour éviter des conflits.

Energies fossiles, nucléaire et politiques économiques : des stratégies globales

Si, dans le thème précédent, la négociation était envisagée au niveau local, ici, au contraire, les contributeurs ne se vivent pas comme des acteurs du changement mais comme des citoyens qui veulent peser sur des décisions plus globales, à une échelle d'un pays, voire plus. Les citoyens parlent des énergies à une dimension autre que le local ou l'individuel, en ne se limitant pas à un territoire, et expliquant l'importance des transitions énergétiques en comparaison à d'autres pays.

Information, débat

On revient ici à la notion de citoyenneté, qui était présente à propos des énergies renouvelables, mais dans un contexte plus général. On est donc dans une attitude résolument politique dans laquelle les citoyens demandent d'abord d'être suffisamment informés. Le constat est celui d'un déficit d'information vécu comme une manipulation sur les décisions prises et comme une menace sur la démocratie. Il est dit qu'une personne informée commence à comprendre les enjeux collectifs et met de côté ses intérêts particuliers. Cette information exigée est définie comme détachée des intérêts partisans mais impliquant une expertise scientifique qui garantit une décision éclairée.

Le rôle des médias est également pointé, tantôt dénoncé pour leur manque d'intérêt pour les sujets écologiques, ou pour leur dépendance vis-à-vis du politique, tantôt identifiés comme acteurs de l'information et du changement ("clé pour la diffusion et la sensibilisation", "condition du succès", *pédagogie*). On questionne également le choix d'experts médiatiques, dont la compétence et la légitimité ne sont pas toujours reconnues ("données erronées qui faussent le débat", *désinformation*). On dénonce le fait que les médias soient "entre les mains de quelques personnes à fort pouvoir économique".

On réclame davantage de place laissée au discours scientifique (*connaissance, écouter, culture, économistes du GIEC, vulgarisation*) présenté en opposition aux *lobbies*, comme indépendant et peu écouté par la classe politique (*idéologies*).

L'épisode de la *Convention citoyenne pour le climat* ("groupe de citoyen.es bien informé.es par des experts") est cité (parfois en comparaison avec les *Cahiers de doléance*) comme un acte manqué du politique dans la définition d'une politique énergétique concertée. La déception vis-à-vis du peu de conséquence tirée est à la hauteur des espoirs qu'elle pouvait susciter.

le manque d'information correcte et non erronée de la part d'opposants qui pratiquent la désinformation ainsi que le manque de formation des médias et des politiques sur ces thématiques de la transition énergétique font que les débats sont stériles et portent sur de mauvais sujets

une plus large place est souhaitable sous réserve que l'information soit objective claire compréhensible nous avons vu les effets positifs de la formation de 150 citoyens lors de la convention citoyenne pour le climat bien formé chacun même un politique est apte à prendre les bonnes décisions

l'information mais aussi la formation seront les principaux facteurs de réussite de la transition énergétique les responsables politiques devront mettre de côté les idéologies et se doter d'un minimum de culture scientifique pour être en mesure de prendre les décisions en connaissance de cause

il y a un manque cruel de formation scientifique de base et d'information sur les sujets énergétiques et écologiques toute personne suffisamment informée qui commence à comprendre les enjeux et met de côté ses intérêts personnels

Se réapproprier la décision politique locale

Au-delà de l'information, on lit une volonté de se réapproprier des décisions, même lorsqu'elles sont complexes et aux conséquences multiples : *“ce ne sont pas les initiatives individuelles qui doivent permettre une transition juste et équitable c'est le rôle de la puissance public etat et collectivités de faire en sorte que l'effort soit équitablement partagé entre tous”*

Le rôle essentiel que les politiques jouent dans la transition, que cela soit par l'éducation et l'information, n'occulte pas la volonté des citoyens de débattre et de peser sur les décisions. Les politiques doivent être vu comme les décisionnaires qui permettront cette facilitation à la transition et non comme un frein à celle-ci.

Dans ce processus, une distinction est opérée entre des politiques nationales et locales. Les politiques nationales sont vécues à la fois comme l'acteur principal de la planification, de la régulation et de l'investissement (opérations budgétaires), mais également comme impliquées dans des enjeux globaux parfois incompatibles avec l'orientation écologique annoncée (tarification, libéralisation de l'énergie, concurrence, réglementation européenne). Le rôle des collectivités locales est insuffisamment pris en compte et doit être replacé au cœur de la transition : accompagnement, éducation, facilitation, implication, acceptation..., mais aussi planification et investissement en tenant compte des particularités territoriales. Les collectivités locales ne sont pas vues comme de simples relais d'une politique nationale définie en lien avec des enjeux mondiaux, mais comme des acteurs décisionnaires de la production et de la consommation énergétique. Pour autant, il ne s'agit pas d'une vision totalement décentralisatrice ou antiétatique et l'idée de (re)nationalisation de l'énergie n'est pas mise en avant. En revanche, le rôle de l'Etat est clairement réaffirmé, à condition qu'il oriente davantage son action sur les territoires que sur les équilibres économiques internationaux. Plutôt que se concentrer sur les stratégies des grands groupes (*agents / industriels / compagnies / société / entreprises / groupes / groupements / initiatives / intérêts... privé-e-s*) et les négociations supranationales, l'Etat devrait, au contraire, jouer un rôle *régulateur*, protecteur des territoires vis-à-vis des politiques globales en pesant sur les producteurs comme sur les consommateurs d'énergie.

la planification est plutôt le fait de l'etat que des collectivités même si ces dernières doivent décliner les objectifs nationaux par des plans locaux en revanche les collectivités jouent un rôle essentiel d'accompagnement des ménages dans la transition notamment en garantissant la justice sociale

la planification même concernant les enr devrait rester à l'échelon national les collectivités plus proches de la population ont un rôle à jouer dans la concertation locale mais aussi comme évoqué dans la réponse e d'assurer un accompagnement social de la transition énergétique

les collectivités doivent jouer un rôle central dans l'accompagnement des citoyens dans la transition énergétique sur les usages l'appui des porteurs de projet dans l'excellence environnementale des installations et des bâtiments et réaliser une planification qui permette de concilier autonomie énergétique et préservation de la biodiversité

les choix ne sont pas aussi absolus l'état doit jouer un rôle régulateur et à ce titre sécuriser certains investissements dans la production décarbonée ou l'hydrogène par exemple comme favoriser par le cadre réglementaire les initiatives des collectivités territoriales et des entreprises pour le développement des communautés d'énergie notamment

Le poids géopolitique

Les contributeurs dénoncent ici le poids du commerce international dans la définition de la politique énergétique nationale. La question de la souveraineté énergétique vis-à-vis des autres pays est posée, qu'ils soient dans l'Union Européenne ou pas. La période de guerre entre la Russie et l'Ukraine est éventuellement citée comme confirmation de ces positionnements, mais ne s'y réduit pas. C'est l'importance pour la France de développer ses propres ressources indépendamment des autres (Angleterre, Finlande, Suède, Pologne, Chine, Inde Japon, Russie, Etats-Unis) qui est mise en avant. C'est également un appel à davantage de protection vis-à-vis des conséquences, pour notre économie, de notre dépendance aux aléas d'autres puissances. C'est enfin une dénonciation de la sous-traitance de nos besoins industriels à des pays moins vertueux et moins performants écologiquement et impliquant des coûts en énergie et en émissions (empreinte carbone) incompatibles avec une politique globale de réduction de l'impact écologique.

il est urgent de retrouver l'indépendance industrielle en ramenant les industries en france beaucoup moins de cargos et d'avions etc qui polluent nos atmosphères bien moins de dépendances aux autres pays avec en cas de crises non approvisionnements et prix qui flambent

il faut que l'on ait une indépendance énergétique la stratégie de la france depuis des décennies va dans ce sens il ne faut pas que l'on dépende d'un point de vue énergétique de pays tels que la russie et la chine sachons investir sur toute la chaîne d'approvisionnement

nous avons un pays riche de ressource cela nous permet d'avoir plusieurs possibilités d'indépendance il est important de développer au maximum la made_in france ou à minima européen en effet créer des éoliennes ou des panneaux photovoltaïques qui viennent de chine est un non sens pour les émissions mondiales

ce scénario permet à la france et à l'europe de retrouver une partie de leur indépendance vis à vis de pays non démocratiques la crise du covid et la guerre en ukraine montrent tous les inconvénients de dépendre des autres pour les produits stratégiques

L'économie de marché de l'énergie

Cette thématique peut sembler périphérique à la question, plus centrale, de la transition, mais elle montre le souci, pour les contributeurs, de sortir de l'image de l'activiste écologique pour développer une attitude réaliste sur la politique énergétique, qui intègre les considérations environnementales dans une réflexion économique et lui donne une réelle pertinence. On va trouver ici un vocabulaire analytique et une argumentation souvent technique qui n'empêche pas un fort engagement rhétorique.

Au-delà des équilibres internationaux, les contributeurs mettent en cause l'organisation économique du marché de l'énergie (libéralisation, spéculation, régulation...) et le fonctionnement de la tarification.

L'ARENH est particulièrement dénoncée par les contributeurs (*arrêter, abroger, supprimer, modifier...*) qui y voient une aberration (vente à perte aux concurrents), voire un "pillage d'EDF par des fournisseurs alternatifs qui ne produisent rien". Le retour à un système antérieur est préconisé: monopôle régulé, tarif réglementé (défini sur les coûts réels et investissements de production et non sur les distorsions du marché et la spéculation), recours à un grand emprunt d'Etat. La critique des privatisations (*marché, concurrence, spéculation*) et la question de la (re)nationalisation du secteur est posée. Mais ici, encore, c'est le rôle de régulation par l'Etat et de protection des consommateurs (*contribuables*) qui est mis en avant.

il faut évidemment arrêter l'arenh qui permet aux fournisseurs d'augmenter les prix alors qu'ils touchent de l'électricité nucléaire à un tarif garanti inférieur au coût de revient et financé par nos impôts et du marché qui

la libéralisation du marché de l'électricité a permis à des intermédiaires non producteurs de s'immiscer dans un marché où le lien producteur consommateur était préférable revenir à des prix régulés sans spéculation serait plus équitable pour ce type d'investissement

le mécanisme actuel de fixation des prix est absurde et le fonctionnement du réseau électrique est peu compatible avec la loi du marché il faut également abroger l'arenh qui est un pillage d'edf par des fournisseurs alternatifs qui ne produisent rien

il faut revenir à la situation antérieure avec un monopôle régulé pour la vente aux professionnels et particuliers en France donc un tarif réglementé et la possibilité pour edf de vendre ou acheter l'électricité sur le marché européen au prix de marché

Le nucléaire : l'individu en déficit de contrôle des risques et de la sûreté

Le positionnement des contributeurs sur le nucléaire diffère des thématiques précédentes. Si l'individu pouvait être acteur de sa mobilité, négocier son habitat, participer aux décisions sur les énergies renouvelables, il n'en est pas de même pour l'énergie nucléaire et la dimension de contrôle leur échappe. Il s'agit donc d'une responsabilité plus politique et citoyenne que strictement personnelle.

La première impression qui ressort ici des contributions est une forte inquiétude, qui s'exprime depuis la demande de prise en compte des déchets et de l'implication pour les générations futures, jusqu'à la demande de l'arrêt de l'exploitation des centrales, en passant par les risques liés aux changements et incidents climatiques (Fukushima) ou aux conflits (guerre, attentats...). Il s'agit donc d'une énergie vécue, au mieux, comme transitoire.

On note également des contributions évoquant l'excellence française en matière de nucléaire, qui a sans doute été affaiblie, mais qu'il faut retrouver en mobilisant la recherche scientifique. On cite ainsi les projets "Astrid", "la génération 4 des réacteurs à neutrons rapides", "les réacteurs rapides à sel fondu" ou "l'enfouissement profond". Mais l'impression majoritaire demeure l'appel à la diminution et à l'interruption du nucléaire, argumentée, ici encore, de façon technique, y compris dans sa capacité de rendement au regard de son coût de production.

les autres points sont évidemment très importants comme le maintien du niveau de sûreté ou le maintien de filières de gestion des déchets nucléaires sûres relancer la rd est également nécessaire et semble intéressante en ce qui concerne les réacteurs à neutrons rapides pour permettre la fermeture du cycle

le développement du nucléaire doit être limité aux enjeux de sûreté et financiers de l'ensemble de la filière des travaux jusqu'à la gestion des déchets en prenant en compte le démantèlement implanter de nouveaux réacteurs dans des centrales existantes permet à mon avis de combiner ces enjeux

je souhaite le démantèlement des centrales existantes l'arrêt des programmes de mise en place de nouveaux réacteurs les centrales nucléaires sont potentiellement dangereuses fukushima tchernobyl et il est impensable de laisser à nos descendants tous les déchets radioactifs qu'elles produisent

sortir progressivement du nucléaire qui implique notamment l'importation d'uranium et de laisser aux générations futures la gestion des déchets et ne pas construire de nouveaux réacteurs pourquoi cette option ne figure pas parmi les réponses

La solution du mix énergétique (une réappropriation ?)

Si l'on conjugue la nécessité de sobriété, le désir d'indépendance économique et de relocalisation, le sentiment de responsabilité qui va avec la volonté de contrôle, on débouche sur ce qui est présenté comme un scénario, parfois inspiré du rapport Réseau de Transport d'Électricité français (RTE), mais parfois au pluriel, et qui se présente éventuellement comme moins technique mais certainement plus désirable.

La notion de "Mix énergétique" permet effectivement de penser à la fois la complémentarité des ressources énergétiques disponibles et exploitables localement et dans des conditions posées précédemment, et la réponse aux besoins présents et surtout futurs des usagers.

Si éliminer 100% des énergies fossiles et nucléaire apparaît impossible, il s'agit alors de diminuer leur importance en favorisant d'autres formes d'énergies, appelées énergies « pilotables ». Le mix énergétique est alors mis en avant comme étant l'alternative la plus judicieuse, permettant à la fois de satisfaire les ambitions climatiques du pays (essentiellement limiter l'empreinte carbone) tout en permettant d'avoir une sécurité énergétique et une conduite de changement à la taille de la France.

Ce mix met aussi en avant ce que les individus peuvent contrôler (c'est-à-dire les énergies renouvelables, qui sont plus accessibles) et veulent limiter le rôle du nucléaire au maximum (ce que les individus contrôlent le moins et qui est moins accessible).

ou encore de bonnes vieilles énergies fossiles associées pourquoi pas de capture et stockage du carbone rte cite 3 leviers face à l'intermittence surdimensionnement du mix renouvelable production thermique gaz verts fossile captage et stockage de carbone nucléaire import d'électricité

la crise actuelle nous montre que l'indépendance est primordiale et particulièrement vis_à_vis des énergies fossiles gaz charbon pétrole un mix énergétique comprenant du nucléaire pilotable sur une quantité suffisamment importante et du renouvelable non pilotable à l'exception de l'hydraulique est primordiale

électrifier les usages pour supprimer l'utilisation d'énergies fossiles il y a encore 40 de pétrole et 20 de gaz dans notre mix énergétique augmenter la production d

électricité décarbonée maintenant parmi les *scénarios fiables* qui *permettent de décarboner*

la encore le problème est présenté de façon biaisée la sortie des énergies fossiles ne résume pas au développement de la seule électricité il faut miser sur un mix énergétique équilibré avec de la géothermie des gaz verts renouvelables

Ce troisième thème mobilise les contextes géopolitiques et économiques de la mondialisation. Il est intéressant de noter que c'est dans ce contexte lexical que sont abordées les questions du nucléaire et des énergies fossiles. Tout se passe comme si les citoyens, sur ces deux questions, mettaient en doute la construction globale du marché de l'économie et exprimaient davantage de critique que de capacité à agir. Le "mix énergétique" apparaît comme un moyen de se réapproprier la transition en tant que citoyen acteur du changement.

Approfondissements textométriques

Nos précédentes analyses par classification lexicale dégageaient des thématiques, et les mots et segments qu'elles regroupaient, mais ne permettaient pas d'identifier de positionnement quantitatif.

Ici, nous avons travaillé sur les « choix » effectués par la majorité des participant-e-s et cherché les arguments mobilisés par ces « choix ».

Nous sommes donc au croisement des analyses quantitative (nombre de choix) et qualitative (argumentation liée aux choix).

Méthode

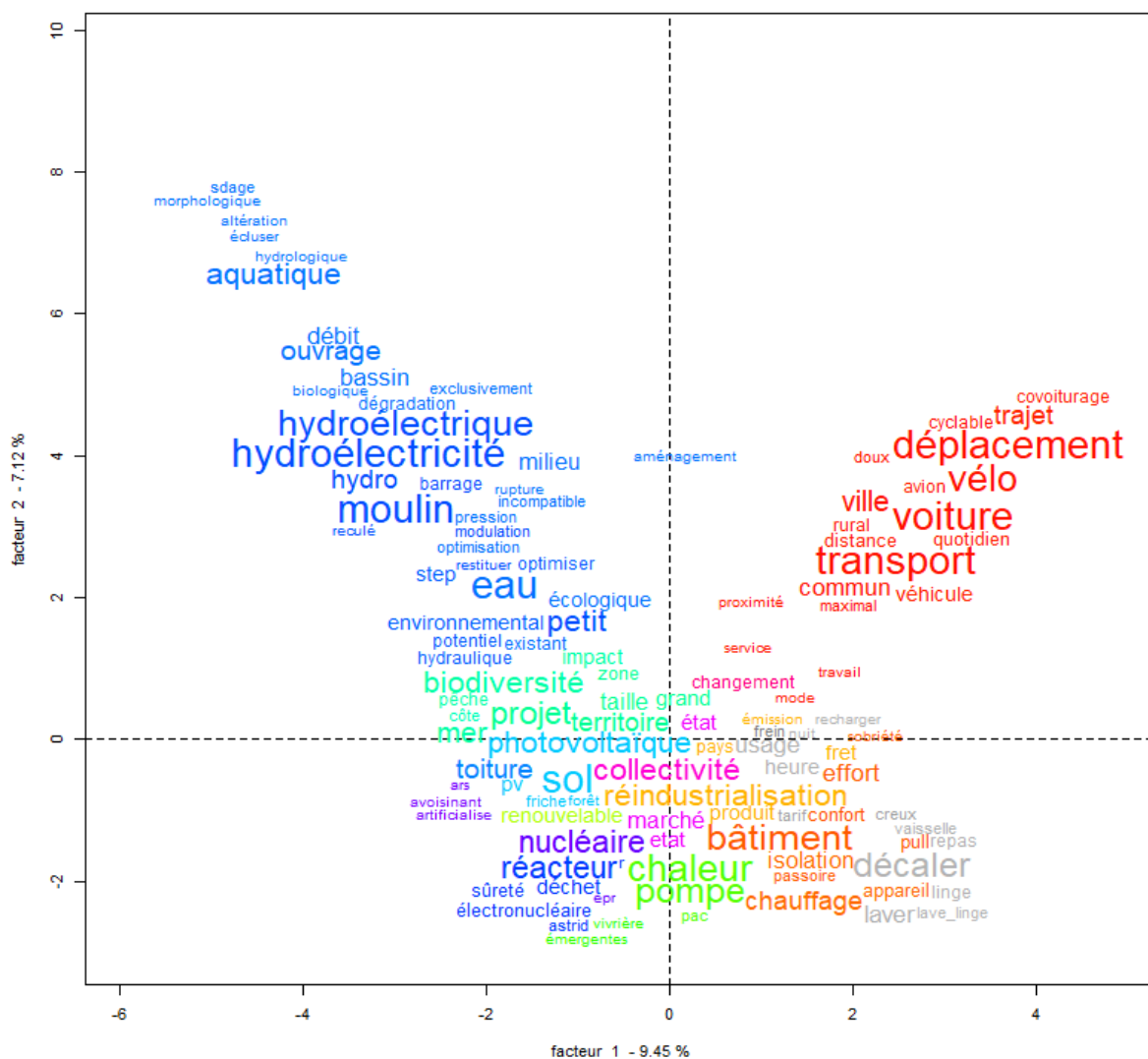
Rappelons que les contributions à la consultation ont été reçues du 20 octobre 2022 au 18 janvier 2023. Rappelons également que la structure de cette consultation en ligne se compose de trois thèmes :

- Thème 1 : Comment adapter notre consommation pour atteindre l'objectif de neutralité carbone ?
- Thème 2 : Comment satisfaire nos besoins en électricité, et plus largement en énergie, tout en assurant la sortie de notre dépendance aux énergies fossiles ?
- Thème 3 : Comment planifier, mettre en œuvre et financer notre transition énergétique ?

Au sein de ces trois thèmes, 18 « questions » proposent des « choix ». Un « choix » est une réponse facultative et éventuellement multiple à une « question » (les réponses vont donc de 0 à 3 choix). On a un total de 92 choix possibles distribués au sein de ces 18 questions.

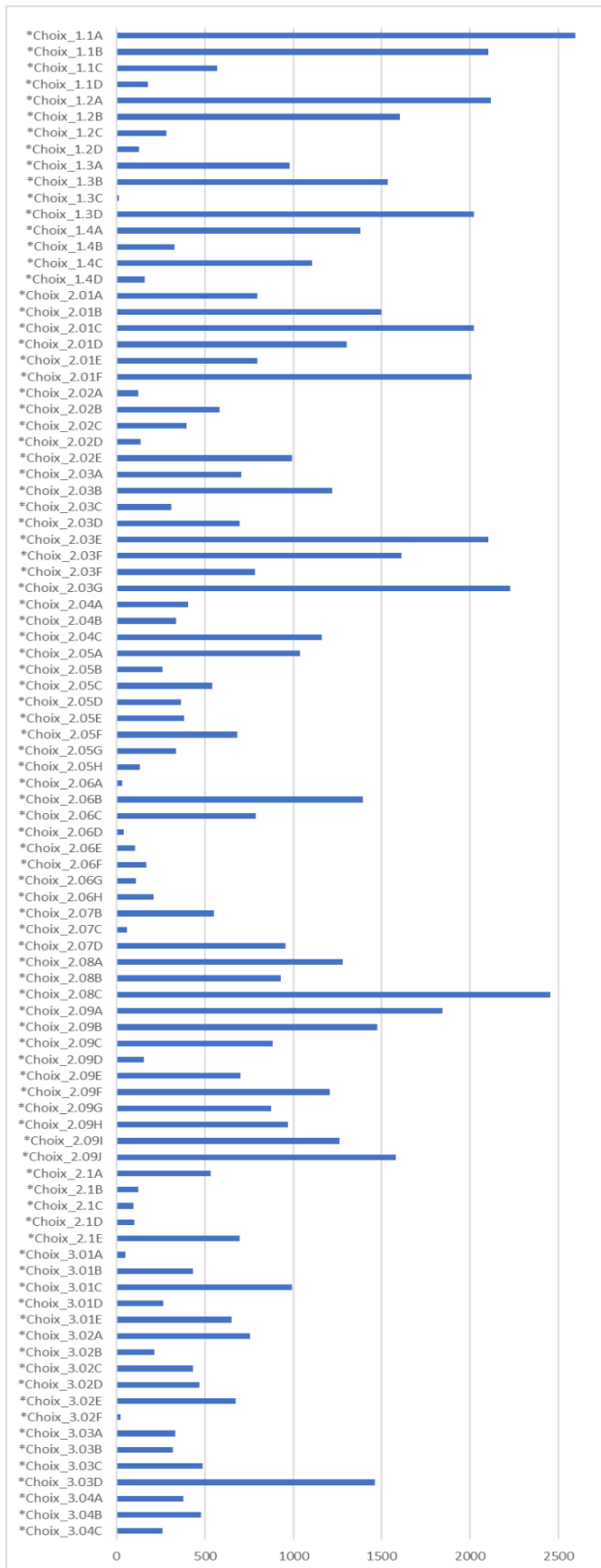
Au total, on observe 73312 choix sélectionnés (pour 30493 participant-e-s, donc une moyenne de 2,4 choix par participant-e).

Le graphique suivant est obtenu sur la base des réponses aux questions ouvertes qui accompagnent les « choix ».



Le graphique suivant donne le nombre de « choix » effectués sur l'ensemble du questionnaire. Nous retiendrons une dizaine de « choix » parmi les plus sélectionnés par les contributeurs.

Nous décrirons, sous forme de fiches, le lexique significatif et les segments caractéristiques des « choix » les plus sélectionnés.



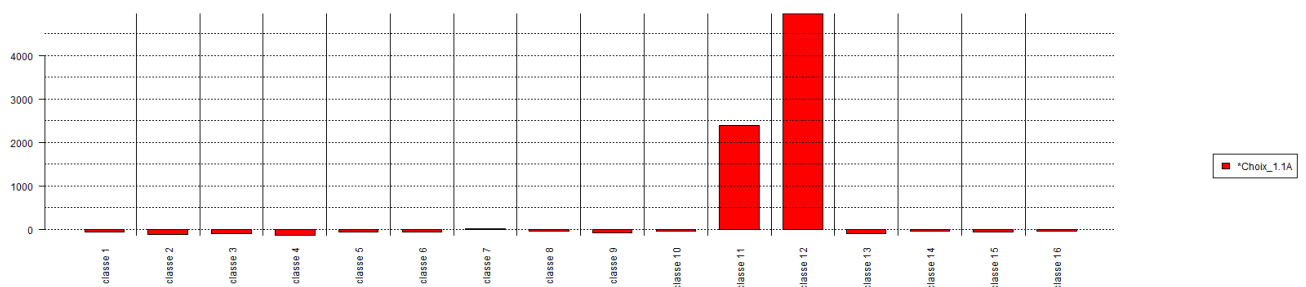
Histogramme des choix selon leur significativité

Description des choix ayant été le plus retenus

Choix 1.1A (n=2597) : A - Une sobriété maximale sur le besoin de déplacement, permettant de limiter fortement les besoins énergétiques.

Ce scénario impliquerait de privilégier la proximité des activités quotidiennes (télétravail massif et habitat proches des services et commerces, etc.) et touristiques (loisirs essentiellement de proximité), avec un aménagement du territoire privilégiant les petites et moyennes villes denses disposant des services pour permettre de réaliser plus de la moitié des trajets quotidiens à pied ou à vélo.

Ce choix se retrouve le plus souvent dans nos classes liées aux déplacements et particulièrement sur les thèmes *Se déplacer : l'individu acteur de sa mobilité* (classe 12) et *Se déplacer : l'individu prescripteur de sobriété* (classe 11).



Lexique caractéristique : vélo, ville, commun, mobilité, train, trajet.

Les alternatives aux déplacements, aux trajets quotidiens sont proposées (déplacements pour des loisirs, pour le travail etc.) et le citoyen est interpellé dans sa mobilité individuelle. On retrouve l'importance de rechercher des alternatives fortes aux moyens de transport les plus polluants : la voiture (en « autosolisme ») et l'avion et de développer un meilleur réseau de transport en commun pour les villes, encourager l'alternative du vélo, privilégier le train.

Segments caractéristiques :

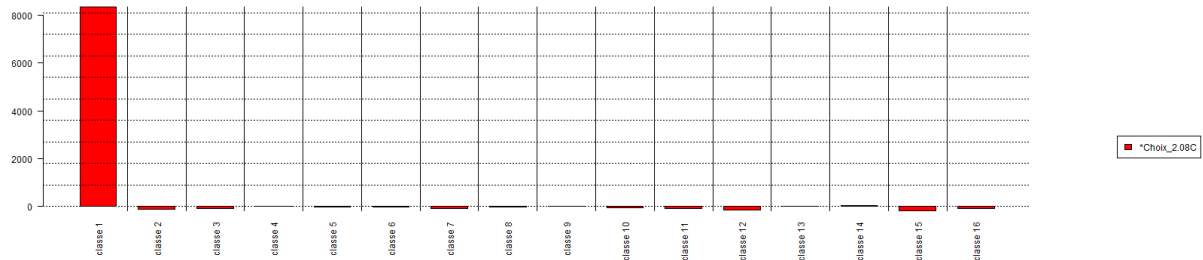
développer **alternative** à la **voiture** développer **véhicules** intermédiaires entre **voiture** et **vélo véhicule léger petit** économe en énergie pour **remplacer** la **voiture** quand il n'y a pas de solution **transport en commun vélo** pourquoi la **voiture individuelle** est une impasse

1 ne plus prendre l **avion** 2 éviter les **déplacements** de plus de 100km pour **loisir** en **voiture** 3 toujours privilégier le **train** sinon covoiturer pour le **trajets** qui ne peuvent s **effectuer** en **transport collectif** ou en **vélo** 4 au **quotidien** utiliser les **transports** en **commun** et le **vélo**

les **trajets quotidiens** doivent se faire au **maximum** voire uniquement à **pied** en **transport en commun** et à **vélo** dans les **villes** les grandes **villes** pourvues d un réseau de **transports** en **commun dense** devraient **limiter** à son strict minimum l **utilisation** de la **voiture**

Choix 2.08C (n=2454) : C - Développer tous les projets hydroélectriques, y compris les très petites installations pour maximiser les capacités installées, et y compris les projets plus coûteux, tout en essayant de limiter les impacts environnementaux

Ce choix-ci se retrouve logiquement dans le thème : L'hydraulique et hydroélectrique : atout pour préserver la biodiversité (classe 1).



Lexique caractéristique : moulin, hydroélectrique, eau, petit, rivière, hydro...

On confirme une opinion très positive de l'hydroélectrique, notamment dans le fait de respecter l'environnement et de préserver la biodiversité. On note toutefois une réticence à construire des installations nouvelles et une demande de réaménagement d'anciens sites (moulins, par exemple) pour cette production d'énergie. Augmenter le nombre de centrales hydroélectriques exige une démarche respectueuse de l'environnement et de la biodiversité.

Segments caractéristiques :

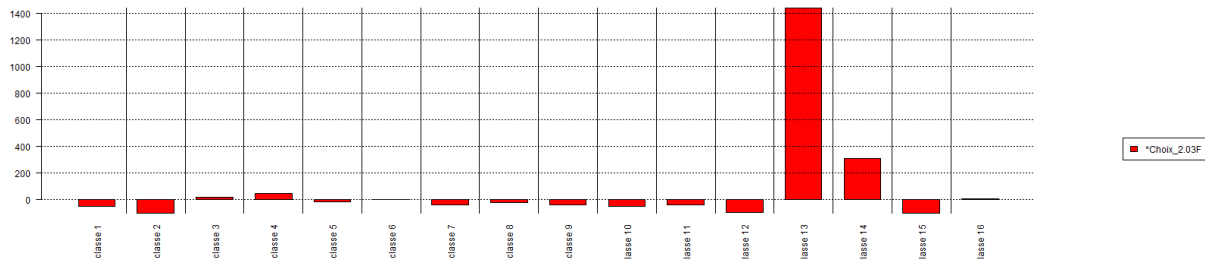
valoriser les sites anciens moulins petites usines qui sont détruits pour la production hydroélectrique locale tout en les équipant d'échelles à poissons sur les rivières passant à la bâtée rolland il y avait plus de 15 moulins petites usines sur 20km aujourd'hui plus rien

les centrales hydroélectriques sont respectueuses de l'environnement aménagées pour préserver la biodiversité des rivières et assurer la continuité écologique il est important de relever que l'hydroélectricité ne consomme pas d'eau elle la dévie juste le temps de produire de l'électricité puis la restitue au cours d'eau

respectueuses de l'environnement les centrales hydroélectriques sont aménagées pour préserver la biodiversité des rivières et assurer la continuité écologique pas de consommation d'eau l'eau déviée pour produire de l'électricité est restituée au cours d'eau

Choix2.03F (n=2397) : F - La participation des collectivités locales ou des citoyens à la gouvernance du projet

Ce choix est présent, en majorité dans les thématiques liées à la demande de concertation et de participation (classe 13), particulièrement à propos de l'impact environnemental du développement éolien (classes 14 et 4).



Lexique caractéristique : projet, éolien, participation, citoyens, local, concertation, acteur...

On confirme ici la demande des citoyens à être impliqués dans les projets éoliens. L'impact des parcs éoliens sur la qualité de vie des riverains ne peut se contenter d'une décision descendante prise de façon centralisée et exige une concertation et une négociation avec les acteurs locaux. Les citoyens veulent être remis au cœur des actions locales, participer dialogue entre les acteurs locaux et les institutions pour se diriger vers le mix énergétique.

Segments caractéristiques :

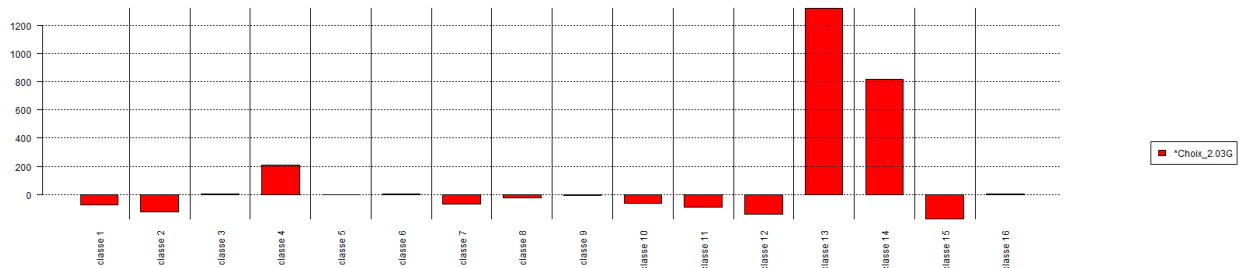
assurer l'acceptation des projets éoliens passe par une concertation avec les acteurs locaux les études montrent que la majorité des riverains proches de projets éoliens sont satisfaits de ces projets

l'impact des **projets éoliens** est indéniable et en même temps ce mode de production fait **partie** de la diversification **indispensable** du mix énergétique donc je fais le pari qu'un dialogue sincère entre porteurs de **projet** et **acteurs locaux** peut permettre le **développement** de **projets** acceptables

pour une **meilleure** intégration des **projets éoliens** dans les **territoire** les **développeurs** doivent **prendre en compte** les recommandations des **riverains** et les intégrer dans la réflexion du **projet** les **collectivités** devraient pouvoir **participer financièrement** et à la **gouvernance** des **projets**

Choix 2.03G (n=2225): G - La concertation avec tous les acteurs du territoire tout au long de la conception des projets

Ce choix est, dans son contenu, très proche du précédent et renforce d'autant la demande de participation et de concertation au niveau local. On le retrouve dans les mêmes classes thématiques.



Lexique caractéristique, très proche du précédent : *éolien, projet, concertation, acteur ...*

Ce qui diffère du choix du précédent, c'est l'accent mis sur l'implication scientifique et technique dans le débat. Là où les citoyens étaient, précédemment, demandeurs de participation, ils sont également ici demandeurs d'information scientifique pour nourrir la discussion et conduire à des décisions raisonnées. Cette demande d'expertise concerne également les aspects économiques et les enjeux de construction.

Segments caractéristiques :

ne pas développer l **éolien** par exemple l **éolien** émet déjà 4 à 5 fois plus pour construire une **éolienne terrestre** de 1 mwh il faut soit 1 tonne de terre rare pour un moteur conventionnel soit 9 tonnes de cuivre pour une bobine électromagnétique

cependant il ne faut pas perdre de vue la science dans ce processus la construction d **éoliennes** ne devrait pas être un choix politique mais scientifique et économique et les **enjeux** de la construction de ce **projet éolien** sur la nature doivent être **pris en compte**

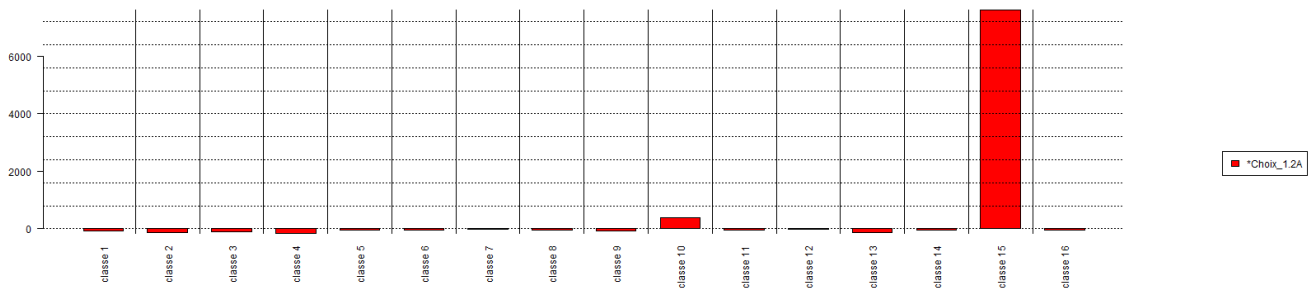
une grande partie du territoire est aujourd'hui bloquée par des contraintes techniques empêchant le **développement éolien** il paraît opportun de travailler sur la levée de certaines de ces contraintes afin d'accélérer et de **massifier** le **déploiement** des **projets éoliens**

g oui si les habitants impactés sont considérés comme les **acteurs** du territoire et ce pas seulement dans les communes concernées par un **projet éolien** car des **éoliennes** de 180 mètres de hauteur en bout de **pale** impactent les communes environnantes

Choix 1.2A (n=2118): A - Des efforts très importants, permettant de limiter fortement les besoins énergétiques associés.

Ce scénario nécessiterait une généralisation d'une très forte sobriété des usages, notamment en ce qui concerne la température moyenne du chauffage (baisse de 2°C en moyenne, ce qui conduirait à une température moyenne de 17°C), la consommation d'eau chaude et l'utilisation d'appareils électroniques et électro-ménagers.

Ce choix-ci se retrouve dans notre thématique sur *l'individu face à ses changements de comportements énergétiques* (classe 15).



Lexique caractéristique : bâtiment, température, chauffage, logement, rénovation, effort, isolation, chauffer...

Le discours sur l'engagement individuel à réduire sa consommation de chauffage semble avoir été intégré. Il peut éventuellement impliquer une notion de contrôle (exemple : thermomètre et régulateur obligatoire dans chaque bâtiment). Mais il implique également des interventions pour l'aide à la régulation individuelle, la rénovation des bâtiments pour les rendre moins énergivores, et la gestion du parc immobilier individuel (vétusté, habitat social, etc.) et professionnel (passoires énergétiques).

Segments caractéristiques :

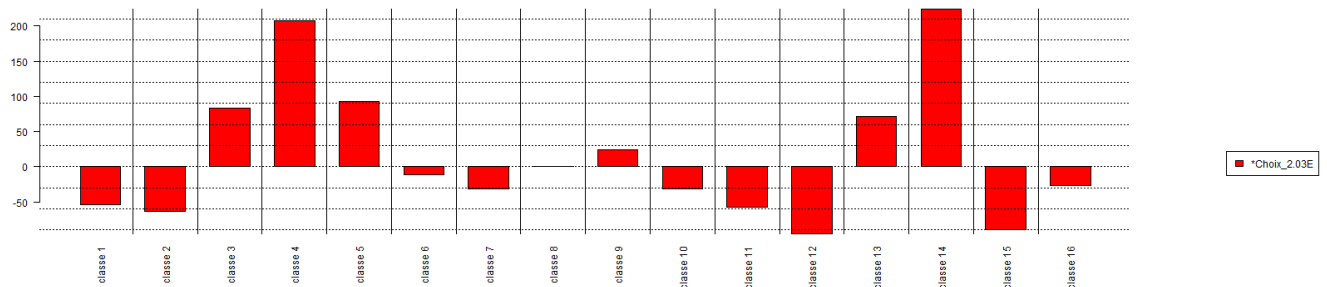
les **bâtiments** doivent systématiquement être dotés de thermomètres et de régulateurs pour le **chauffage** et le refroidissement la gestion technique des **bâtiments** doit être **obligatoire** pour tout **bâtiment à usage tertiaire** pour le pilotage des **consommations énergétiques éclairage chauffage ventilation eau chaude appareils électroniques** 5

la question de la **température intérieure** dans un **bâtiment** ne se **pose** que pour des **bâtiments énergivores** un **bâtiment conçu** suivant les règles du bio climatisme peut quasiment se **passer** de **chauffage** tout en assurant des **températures** moyennes proches de 19 sans apport d'énergie autre que la chaleur du soleil

la **rénovation** est **nécessaire** les émissions par **bâtiments** sont très inégalement réparties il faut une **aide** pour la **rénovation** des **bâtiments** les plus vétustes l **utilisation** des **bâtiments vacants** et le **nombre** de personnes par **logement** est **également** un **levier**

Choix 2.03E (n=2104): E - Son impact financier national afin de conserver un prix de l'électricité compétitif pour les consommateurs

Ce choix est le troisième privilégié à propos de l'éolien (après la demande de participation vue ci-dessus). Il se retrouve corrélé avec les mêmes thématiques (classes 4, 13, 14), mais mobilise également un lexique économique.



Lexique caractéristique : éolien, fabriquer, compétitif, projet

Le débat sur l'éolien quitte le domaine local de l'environnement et de la qualité de vie pour aborder les questions globales des décisions économiques et des choix stratégiques. L'argumentation peut être relativement technique, mais au service d'un choix qui compare les bénéfices de l'éolien, maritime et terrestre, dans leurs coûts et leur rentabilité. Si l'éolien maritime semble plus performant, l'éolien terrestre est présenté comme moins coûteux en installation et maintenance. C'est donc l'évolution vers l'indépendance et le mix énergétique qui est posée.

Segments caractéristiques :

l **éolien terrestre** | **éolien terrestre** est une **énergie** dépassée par les parcs **éoliens** off_shore si pour des raisons électorales il faut faire un peu d **éolien** autant en **installer** en mer les **éoliennes** marines sont plus performantes

vouloir 75 **gw** fournie par l **éolien** veut dire qu il faut **installé** 300 **gw** d **éolienne** soit 3 mw max par **éolienne** 100000 **éoliennes** pour couvrir les besoins du scénario

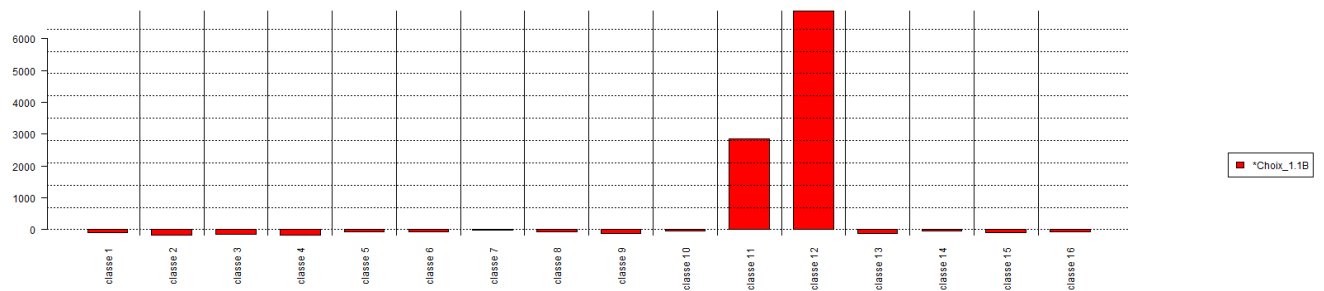
l intégration des énergies renouvelables doit permette l émergence de véritables filières industrielles et reposer sur un bilan environnemental et social favorable il faut renoncer à un modèle de marché low cost qui fait la part belle aux importations d équipements conçus et fabriqués hors d europe

l **énergie éolienne terrestre** est très **compétitive** et inépuisable c est une technologie **mature** sans risque de **coût** de maintenance imprévu colossal elle permettra de **participer** au mix énergtique garant de l indépendance énergétique de la france les parcs **éoliens** peuvent être un **véritable projet** fédérateur sur le **territoire**

Choix 1.1B (n=2101): B - Une diminution plus modérée de nos déplacements, conduisant à des réductions plus limitées des besoins énergétiques.

Cela passerait par une recherche de proximité pour les actions quotidiennes. Dans ce scénario un peu moins de la moitié des trajets quotidiens sont effectués à pied ou à vélo. Les déplacements de longue distance restent possibles grâce au train et au covoiturage.

Ce choix mobilise les mêmes thèmes que le tout premier (ci-dessus) sur le déplacement (classes 11 et 12).



Lexique caractéristique : déplacement, transport, train, voiture, vélo, trajet, ville, mobilité, commun...

Il est intéressant de noter que c'est ici que le terme de « sobriété » est mis en avant. Moins radical que le tout premier choix, qui prônait les alternatives aux véhicules plus polluants, il s'agit ici de favoriser un aménagement, une diminution. Une distinction semble s'opérer entre les partisans d'une « abstinence », majoritaires, et ceux d'une « sobriété », vécue comme moins radicale. La « sobriété » a également un caractère moins engageant du point de vue des comportements individuels et reflète davantage une préconisation et un objectif à atteindre. Cela correspond à une diminution modérée de déplacement en favorisant les transports en communs, vélo, marche à pied et qui n'est possible qu'accompagnée d'une amélioration des infrastructures permettant ces mobilités alternatives. On note enfin que les autres choix concernant le déplacement (maintien actuel et « autre ») ne sont que peu choisis.

Segments caractéristiques :

mixte entre sobriété choisie mobilités douces transports en commun vélo train 1 trajet avion par an et infrastructures permettant des choix citoyens infrastructures transports voies vélo dédiées trains de nuit

assuré une **mobilité** maîtrisée et de nous permettre d'être flexible dans nos **moyens de transport déplacement vélo transport en commun à pied en voiture** et de décentralisé la **voiture** dans notre **mobilité**

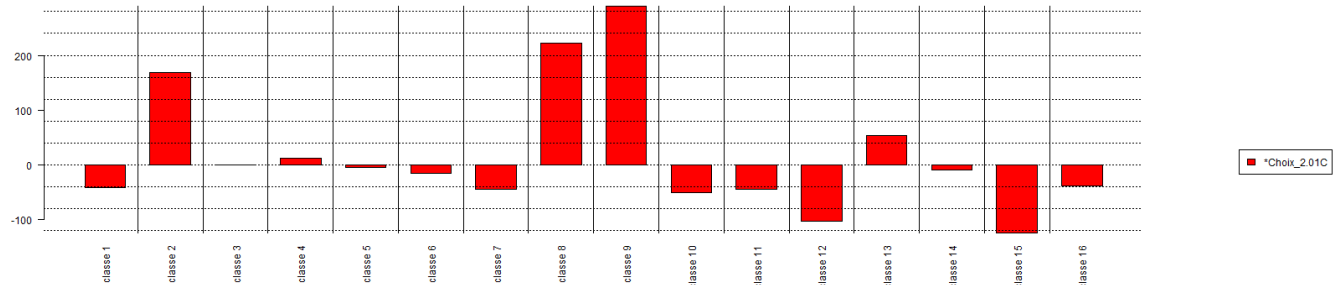
une **sobriété maximale** n'est pas **réalisable** alors que l'on peut envisager une **diminution modérée** de nos **déplacements** en **favorisant** un mix **transports en commun train vélo** ou **marche à pied louer une voiture** occasionnellement pour les **déplacements** de plus **longue distance**

Choix 1.3D (n=2023): D - Autre proposition (à préciser et justifier dans le champ ci-après)

On traitera plus loin les choix de type « autre, précisez », mais on note d'ores et déjà que cette possibilité est beaucoup plus investie que dans les questionnaires sociologiques habituels, et tout particulièrement pour cette question-ci. En effet, peu de contributeurs retiennent les choix liés à la baisse du fret et du commerce extérieur (977), à une réindustrialisation massive (1533) ou le troisième choix de cette question (13). Les contributeurs, loin de délaisser la question, développent alors le choix « Autre ».

Choix 2.01C (n=2023) : C - La répartition des installations d'énergie renouvelables de manière équilibrée et diffuse sur le territoire, avec des impacts locaux a priori plus modérés mais qui touchent l'ensemble du territoire

Ce choix revient sur les questions territoriales mais, contrairement à la question de l'éolien qui appelait une concertation et une participation, on introduit ici les énergies nucléaire et fossiles (classes 8 et 9).



Lexique caractéristique : renouvelable, énergie, territoire, nucléaire, indépendance, production...

On retrouve ici les questionnements liés au nucléaire, mis en comparaison avec des énergies plus renouvelables dans un double objectif de reprendre notre indépendance vis-à-vis des énergies fossiles, mais également de développer les énergies renouvelables à une échelle plus locale. L'énergie nucléaire est, au mieux, envisagée comme provisoire pour reprendre une indépendance énergétique, mais son coût et ses risques environnementaux n'en font pas un choix pérenne.

Segments caractéristiques :

priorité à la non **dépendance** aux **énergies fossiles** ensuite priorité à la non **dépendance** aux **énergies** fossiles **nucléaire** pour aller vers le 100 **renouvelables** en 2050 ou 2060 mais avec une vraie volonté d **atteindre** le 100 d **énergies renouvelables**

il faut une **répartition équitable** et **diffuse** sur le **territoire** des **énergies renouvelables** elles sont une chance pour le **territoire** retombées locales emploi **indépendance énergétique production** locale d **électricité** décarbonée etc il faut en faire bénéficier tous les **territoires**

a l inverse les **scénarios** avec un nouveau programme **nucléaire** verront des **coûts** plus élevés qu avec les **énergies renouvelables** et nécessiteront un fonctionnement en base pour rester économique fonctionnement incompatible avec des **énergies renouvelables** intermittentes sauf à limiter le **développement** de ces **énergies** et renchérir le **coût** de la **production électrique**

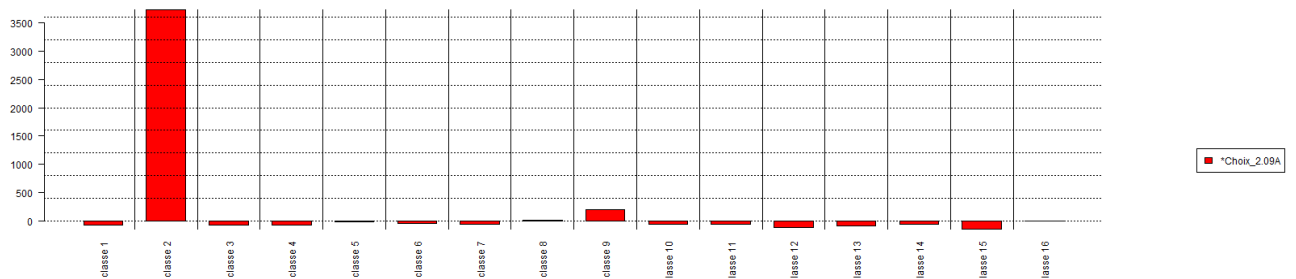
projet de **territoire** pour tous les **territoires** les **énergies renouvelables** sont par essence des **énergies** locales **décentralisées** donc non délocalisables des **énergies** de **territoire**

Choix 2.01F (n=2008): F - Autre proposition (à préciser et justifier dans le champ ci-après)

Voir la partie « Autre choix »

Choix 2.09A (n=1845): A - La relance d'une politique électronucléaire globale et d'ampleur (mise en œuvre des trois piliers de Belfort), comparable à celle des années 1970 et 1980

Ce choix se retrouve principalement dans la classe 2 et un peu dans la classe 9.



Lexique caractéristique : nucléaire, réacteur, relancer, déchet, sûreté ...

Ici, et contrairement au choix précédent, le nucléaire est argumenté comme solution d'avenir. Il est à noter que ce choix, qui implique des connaissances de bon niveau (« trois piliers de Belfort ») attire des commentaires techniques, notamment sur les nouvelles générations de réacteurs, en prenant en compte les coûts, les délais, la sécurité (déchets). Les contributeurs qui font ce choix disposent sans doute d'une expertise avancée. La tonalité est très différente des autres commentaires. L'industrie nucléaire est vue ici comme le point fort en termes d'énergie pour la France, et l'accent est mis sur la nécessité de développer une autre image de cette énergie pour accepter et favoriser la création de ces nouveaux réacteurs.

Segments caractéristiques :

les **nouvelles technologies nucléaires** petits **réacteurs nucléaires** **réacteurs à neutrons rapides** **réacteurs à sels fondus** **réacteurs à haute température** **fusion** doivent être soutenues de préférence à travers des partenariats internationaux

mais aussi défendre une gestion exemplaire des déchets nucléaires via un stockage réversible et des efforts en matière de recherche dans le traitement sûr et pérenne des déchets radioactifs et une production économe en déchets réacteurs à neutrons rapides ou à fusion

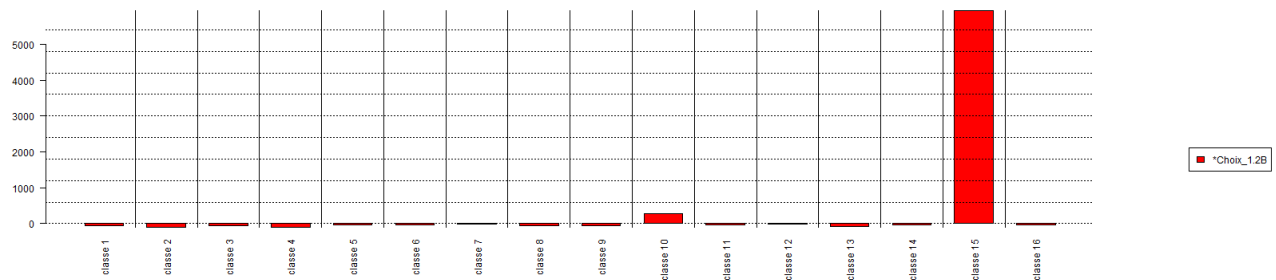
la priorité du **futur nucléaire** mise donc sur une **excellence** de la **filière** tant en **matière** de la fiabilité **opérationnelle** et la **disponibilité** du **parc nucléaire existant** et le démantèlement **sûr** des **centrales nucléaires** que la **capacité** à **délivrer** d'éventuels **nouveaux réacteurs** en **maîtrisant** les coûts et les **délais**

le **parc nucléaire français** est le point fort de la **france** il a été maltraité pendant des **années** il faut maintenant le **relancer** en **construisant** de **nouveaux réacteurs** mais aussi en **relançant** la **r d** pour les **réacteurs** de **générations** iv afin de **permettre** l'incinération des actinides mineurs

Choix 1.2B (n=1604): B - Des efforts plus modérés, conduisant à des réductions plus limitées des besoins énergétiques par rapport au niveau actuel.

Ce scénario reposerait tout de même sur un développement important des pratiques de sobriété, notamment sur la température moyenne du chauffage (baisse de 1°C en moyenne) et la consommation d'eau chaude, et sur une utilisation stable des appareils électroniques et électroménagers par rapport à aujourd'hui.

Ce choix se retrouve dans la classe 15 en majorité et un peu dans la classe 10.



Lexique caractéristique : bâtiment, chauffage, température, isolation, logement, rénovation, effort...

Comme observé pour le déplacement, on a ici le choix d'un changement moins radical concernant le chauffage, et on note que les autres choix (*maintien actuel* et *aucun effort particulier*) ne sont que peu choisis. La rénovation et l'isolation des bâtiments « énergivores » est au cœur des projets considérés comme essentiels. Les programmes de rénovation doivent être pensés à grande échelle et de manière massive et non comme des actions individuelles dont l'impact est faible. Les institutions doivent l'exemple avec la rénovation et une meilleure isolation de bâtiments inoccupés, permettant d'avoir une réaction sur les comportements des individus dans leur contexte (maison, appartement etc.)

Segments caractéristiques :

il faut enfin s **attaquer** à l **isolation** des **bâtiments** en autorisant uniquement les **bâtiments** les plus **performants** pour la **construction** de nouveaux **bâtiments rénovant** en **priorité** les **bâtiments** les plus **énergivores** misant d'emblée sur des **rénovations** de grande ampleur et non sur des mini modifications à l'impact finalement assez faible

la construction de bâtiments 2 la consommation d'énergie fossile par les bâtiments via chauffage chauffe_eau et ou cuisine au gaz 3 la consommation d'énergie électrique par les bâtiments chauffage chauffe_eau cuisine appareils électroménagers 4

il faut avant tout une **rénovation massive** des **bâtiments** afin qu'ils aient une parfaite **isolation thermique** ça **réduirait** les coûts d'énergie **demandé** pour **chauffer** le **bâtiments** et d'être plus flexible dans la **température moyenne** du **chauffage** pour la **baisse** de 1 c en **moyenne**

le **bâtiment** étant l'un des plus gros contributeurs de CO2 pour le **chauffage** il est urgent de **mettre** en place des programmes pour **améliorer** l' **isolation** des **bâtiments** il faut dans l'immédiat **baisser** à 19 c le **chauffage** des **logements** et sensibiliser la population

Choix 2.09J (n=1579) : J - Autre proposition (à préciser et justifier dans le champ ci-après)

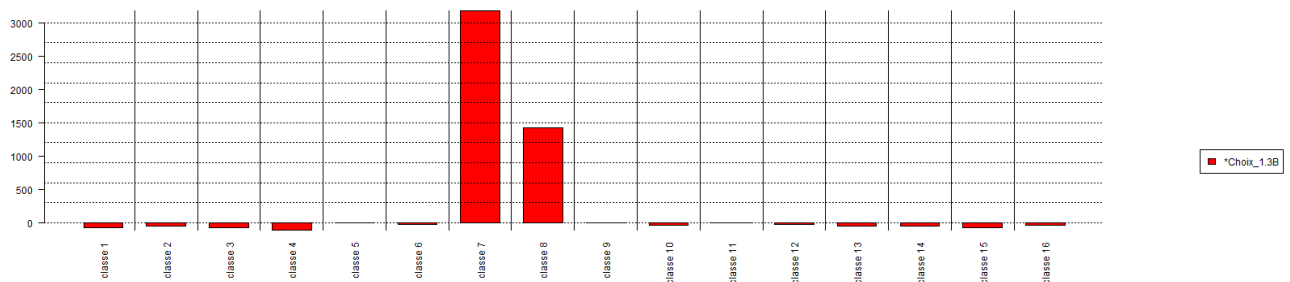
Voir parties « Autre choix » . Sur les questions nucléaires, le choix du développement de la filière a émergé plus haut (2.09A). On note que, sur les 10 choix proposés, le deuxième retenu est « autre, précisez ». Le troisième sera traité plus bas.

Choix 1.3B (n=1533) : B - Une réindustrialisation massive, corrélée à une réduction du fret national et du commerce extérieur.

Ce modèle suppose des investissements massifs dans l'industrie française et une augmentation des besoins énergétiques associés

S'agissant de l'action industrielle et commerciale pour des objectifs de neutralité carbone, notons que les contributeurs répondent d'abord « autre » (voir plus loin), puis sur la réindustrialisation et la diminution des transports de fret.

Ce choix se retrouve dans la classe 7 et 8.



Lexique caractéristique : réindustrialisation, produit, fret, réindustrialiser, emplois, industrie, france, pays...

Nous sommes à la fois dans un choix qui amène une réflexion à l'échelle nationale par rapport au commerce extérieur, mais également à une échelle plus locale sur les emplois et une meilleure accessibilité à ceux-là.

Cette dimension liée à l'emploi n'était pas indiquée dans le « choix » de la question, et c'est la spécificité de la question ouverte d'élargir la question ou de la réinterpréter.

La réindustrialisation doit permettre de baisser les émissions de carbone mais aussi permettre la création d'emplois qualifiés, permettant la diminution d'emplois vus comme précaires.

Segments caractéristiques :

il faut militer pour une politique industrielle bas carbone vectrice de développement industriel créatrice d'emplois qualifiés durables non délocalisables réduisant l'empreinte carbone du pays et source de son indispensable réindustrialisation il faut également travailler sur les solutions énergétiques bas carbone qui pourront alimenter cette réindustrialisation

il faut **massivement réindustrialiser le pays** pour **réduire ces émissions importées** rta montré dans la variante **réindustrialisation** profonde de son rapport futurs énergétiques 2050 que les **émissions supplémentaires nationales** dues à une **réindustrialisation** sont largement compensées par la **baisse des émissions importées**

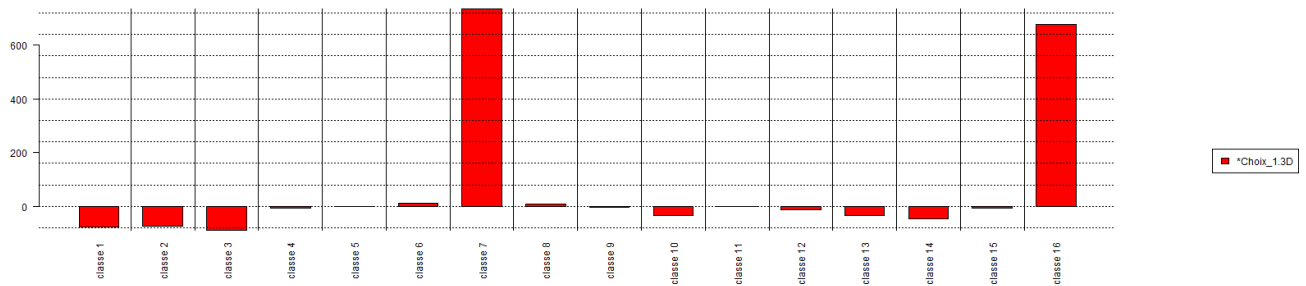
je suis favorable à une **réindustrialisation** qui **permettrait** de **recréer** de l'**emploi qualifié** et décent en **france** préférable à la prolifération de l'**emploi** précaire proposé par uber eats tout en **diminuant** l'**empreinte carbone** de la **france** en substituant des **productions bas carbone** aux **productions carbonées importées**

Cas particulier des « Autres choix »

Nous traitons ici les choix « Autre proposition », car ces choix sont plus interprétatifs et donc se démarquent des choix précédents. Généralement, on observe que les questions de type « Autre, précisez » sont assez peu renseignées. Ce n'est pas le cas ici où elles peuvent atteindre des scores supérieurs aux choix proposés.

Choix 1.3D (n=2023): D - Autre proposition (à préciser et justifier dans le champ ci-après)

Notons, tout d'abord, que les autres choix de cette question sur « Le niveau d'activité industrielle et du transport de marchandises » sont moins sélectionnés que « Autre ». On a mentionné le choix (1.3B) d'une réindustrialisation massive, corrélée à une réduction du fret national et du commerce extérieur, qui attirait 1533 choix. La proposition plus radicale de baisse drastique de consommation de biens manufacturés et de nos besoins en construction n'attire que 977 choix. Ce choix « Autre » se retrouve dans nos classes 7 et 16.



Lexique caractéristique : frein, fret, manquer, produit, politique, transition, réindustrialisation, national et commerce ...

Les contributeurs ont pu percevoir la question comme un « marché » dans lequel ils ne se reconnaissent pas. On propose de limiter le commerce et le transport internationaux avec la contrepartie d'une diminution individuelle de leurs biens de consommation. Or, les réponses libres refusent ce parallèle. Le commerce international constitue, pour eux, une dérive de la politique économique mondialisée (production délocalisée, transports au long cours...) et la solution est à rechercher dans la relocalisation industrielle, en général, et de l'énergie en particulier. S'émanciper des stratégies mondialisées pour reprendre le contrôle du commerce et préférer des échanges plus écologiquement vertueux. On note une volonté de responsabilisation, voire de contrôle, des médias, qui ne laissent pas suffisamment de place aux experts et scientifiques.

Segments caractéristiques :

relocalisation des secteurs stratégiques réduction du commerce extérieur et du fret national pour les produits non stratégiques et réduction de leur consommation réduction de la consommation également par l'utilisation de produits de meilleure qualité et non soumis à l'obsolescence programmée recours au fret moins carboné ferroviaire ou fluvial

il n'y a pas de **frein citoyen** les citoyens sont prêts volontaires adaptables le **principal frein** est un **frein politique** notre **classe politique** actuelle est corrompue par les intérêts commerciaux de grands groupes lucratifs privés

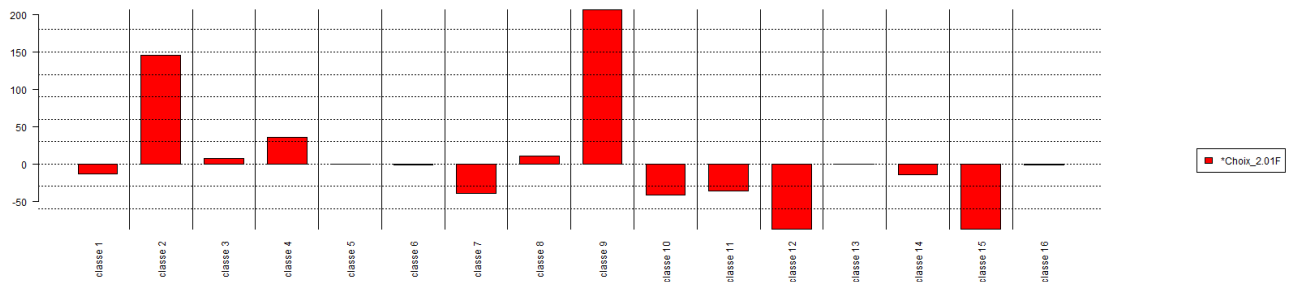
oui à la nécessité de **ré industrialisation massive** en France et dans l'**ue corrélée** non pas à une **réduction** du **fret national** et du **commerce extérieur** mais à une évolution du **fret national** plus écologiquement vertueux et à un **commerce extérieur** aux règles modifiées réciprocité ainsi que suivi de règles et **normes** identiques

selon moi les **freins principaux** sont l'état **général** du **débat public** dans les **médias** notamment où on laisse parler les climatosceptiques comme si leur **opinion** ne valait pas moins qu'une autre et le **manque** de **volonté politique** de légiférer sur les **problèmes liés** au **changement** climatique

Choix 2.01F (n=2008): F - Autre proposition (à préciser et justifier dans le champ ci-après)

Ce choix de réponse se réfère à la question sur « le mix-électrique ». On a déjà évoqué que le choix majoritaire de la réponse 2.01C ne devait pas masquer une stratégie de détournement. Il s'agissait de répartir des installations d'énergie renouvelables sur tout le territoire pour limiter les impacts locaux, et les contributeurs évoquaient la nécessité de contrôler localement le processus énergétique.

C'est aussi ce que l'on retrouve dans ce deuxième choix, qui corrèle avec nos classes 2 et 9.



Lexique caractéristique : nucléaire, centrale, parc, éolien...

Ce qui retient l'attention, ici, c'est le rejet de la question elle-même ou des termes dans lesquels elle est posée.

Lorsque l'on parle de mix-électrique, on observe une mise en équation des paramètres bénéfique (production) / nuisances (environnement) / risques (accidents). Au cœur de l'équation, le nucléaire sert de prototype : une grande capacité de production, une nuisance faible, un risque qui demeure important mais auquel on s'est habitué et qui est moindre que les maladies dues au charbon. L'éolien présente un risque beaucoup plus faible, des nuisances plus fortes, mais une production insuffisante. Le photovoltaïque n'est perçu que comme une solution individuelle, sans risque, mais à forte nuisance environnementale. Cette réhabilitation du nucléaire témoigne sans doute davantage d'un fatalisme raisonné que d'une adhésion inconditionnelle.

Segments caractéristiques :

c est trop vague par ailleurs on peut très bien vivre à la fois à côté d une **centrale nucléaire** t d une **centrale** hydraulique comme dans le sud ouest ou à côté d une **centrale nucléaire** et d **éoliennes** comme à tricastin donc **question** peu pertinente

la **question** ne se **pose** pas en ces termes la **production** d une **centrale nucléaire** n a rien à voir avec un **parc éolien** selon la puissance il faut au minimum plusieurs centaines d **éoliennes** pour atteindre la **production** d une **centrale nucléaire**

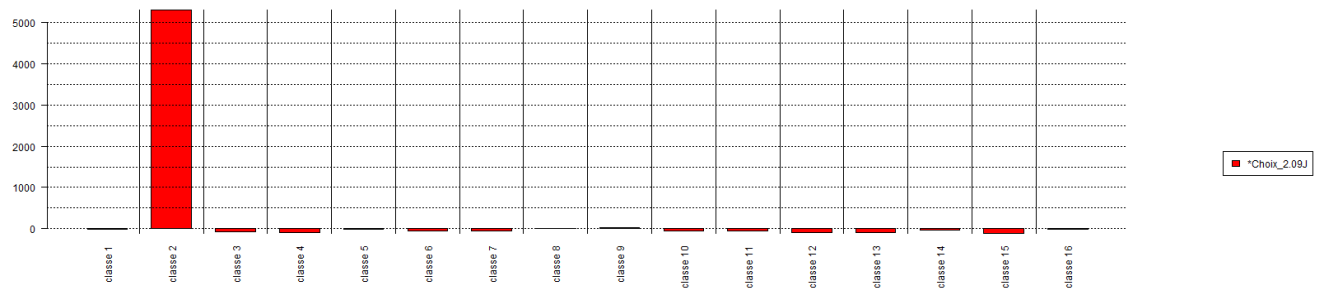
dans ce cas ma **réponse** aurait été de supportable vers insupportable 1 un **grand parc éolien** en mer 2 plusieurs **petits** projets **photovoltaïques** 3 un **grand parc photovoltaïque** 4 une **centrale de production** d électricité **nucléaire** 5 plusieurs **petits** projets **éoliens** insupportable **question** bruit

bien sur que je **préfèrerais** en tant que **riverain** des **panneaux solaires** sur les maisons immeubles mais il faut être réaliste et la construction d une **centrale nucléaire** près_de chez moi ne m affolerait pas les morts dues aux **centrales nucléaires** sont infiniment moins nombreuses que celles dues au charbon

Choix 2.09J (n=1579) : J - Autre proposition (à préciser et justifier dans le champ ci-après)

Dans la question précédente, le mix-énergétique conduisait les contributeurs à évoquer le nucléaire. Ici, la question sur « La production électrique d'origine nucléaire » est posée.

Ce choix se retrouve logiquement lié à la classe 2.



Lexique caractéristique : nucléaire, déchet, centrale, réacteur, arrêt...

Contrairement à la question précédente, le nucléaire reste ici un sujet de débat. C'est particulièrement saillant quand on se souvient que le choix majoritaire prônait le développement de la filière nucléaire (2.09A) et que les troisième et quatrième choix sont le maintien d'une politique de R&D (2.09I) et d'un niveau de sûreté parmi les plus élevés du monde (2.09F).

Mais en deuxième choix, cette réponse « Autre » vient confirmer les propos sur le mix-énergétique pour relativiser les bénéfices et mettre en avant les problèmes liés aux constructions de centrales, à la gestion des déchets, à la sécurité à moyen et long termes, au recyclage industriel...

Segments caractéristiques :

le **nucléaire** est une suite de **problème** laissé à **traité** pour le **futur** comme la **gestion** des **déchets** qui est inexistante sans parler de l approvisionnement en **uranium** et des **dangers** bien connus du **nucléaire** rester dans le **nucléaire** est simplement repousser le **problème** à plus tard non au **nucléaire**

sans **nucléaire civil** pas de **nucléaire militaire** sans **nucléaire militaire** pas de **nucléaire civil** déclarait mr **macron** le 8 12 2020 à le creusot pourquoi ne pas engager des négociations avec tous les **pays** concernés

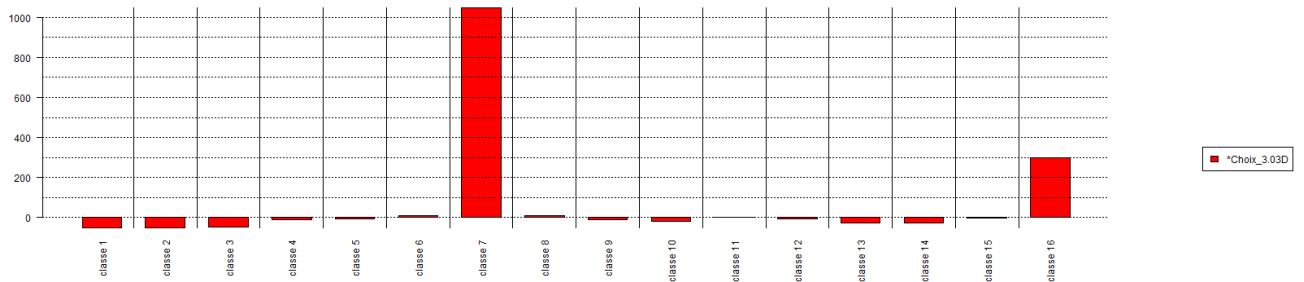
il faut déjà assurer la **sûreté** des **centrales** existantes et de la **gestion** des **déchets nucléaires** les **centrales nucléaires** françaises en activité ont été conçues pour fonctionner entre 30 et 40 ans au delà les **réacteurs nucléaires** entrent dans une phase de **vieillesse inconnue**

déchets nucléaires hyper dangereux et qu on laisse en héritage pour des **milliers** et des **milliers** d **années** risque de **catastrophes nucléaires** comme **tchernobyl** et **fukushima** on doit **absolument** réduire notre consommation et développer les autres **énergies renouvelables** afin de pouvoir se passer du **nucléaire** et des **énergies fossiles**

Choix 3.03D (n=1460) : D - Autre proposition (à préciser et justifier dans le champ ci-après)

Sur les choix liés à la question « Identification des freins et des préoccupations vis-à-vis de la transition énergétique », c'est « Autre » qui est très majoritairement retenu et argumenté. En d'autres termes, les freins à la transition énergétique ne sont pas identifiés aux niveaux de ses conséquences sur les changements de modes de vie, ni de l'impact financier pour les consommateurs, ni même du manque d'information.

Le choix est présent dans la classe 7 et 16.



Lexique caractéristique : modeste, financier, aider, frein...

On confirme que l'un des freins principaux vers la transition énergétique n'est pas à rechercher du côté des citoyens qui résisteraient au changement, craindraient pour leur avenir ou seraient peu informés, mais du côté du marché global. Une des préoccupations vis-à-vis de la transition énergétique est l'importance accordée à la réduction du commerce extérieur pour augmenter la réindustrialisation en France. Le fret ferroviaire est également mis en avant pour développer le commerce intérieur, ce qui contribue aussi à baisser l'émission de carbone.

Segments caractéristiques :

une **réindustrialisation** importante et une **augmentation** du **fret national** pour limiter le **fret international** gros émetteur de co2 avec transfert d'une majorité du **fret national** aujourd'hui réalisé par **camions** gasoil ou essence vers du **fret ferroviaire** pour les longues distances et des véhicules électriques pour les **courtes** distance

une **réduction** du **fret national** et du **commerce extérieur** une **relocalisation** de la production **massive** **corrélée** à une **réduction** du **fret national** et du **commerce extérieur** ce **modèle suppose** des investissements **massifs** dans la productions des biens de première nécessité locaux

une **réindustrialisation nationale** ne doit pas forcément être **corrélée** à une **réduction** du **fret national** et du **commerce extérieur** le **fret fluvial** existe les énergies renouvelables aussi les **échanges** commerciaux et les interdépendances **favorisent** la paix dans le **monde** et se replier dans ses **frontières** serait probablement une erreur

Conclusion : de l'autonomie engagée à la délégation contrôlée

Une première impression se dégage de l'analyse des 30,000 contributions, celle d'un débat de haute qualité, tant sur le fond (argumentation, technicité) que sur la forme (orthographe, syntaxe). Il s'agit donc de personnes témoignant d'un haut niveau d'instruction et d'une bonne connaissance du sujet qu'elles sont venues aborder. On peut imaginer que ces contributeurs ne sont pas représentatifs de la population dans son ensemble.

Selon les différentes thématiques, l'individu est plus ou moins engagé, plus ou moins acteur, prescripteur, citoyen et va assumer plus ou moins de responsabilité. Comme nous avons pu le voir avec les différents types d'énergies, les contributeurs témoignent généralement d'un fort engagement individuel (on n'a pas noté d'expression massive de climatoscepticisme ou de fatalisme écologique). Mais cet engagement ne prend pas la même forme selon les thématiques. Les contributeurs assument un changement dans leurs comportements quotidiens, quitte à demander un soutien pour aller vers davantage de transition (aménagement de la mobilité et isolation des bâtiments, par exemple). Pour ce qui relève des énergies renouvelables (solaire et hydraulique), les contributeurs demandent une vraie concertation pour limiter les conséquences négatives sur l'environnement. En ce qui concerne les énergies fossiles et le nucléaire, les contributeurs se sentent dans l'obligation de déléguer aux pouvoirs politiques et économiques un certain nombre de décisions qui impliquent des équilibres nationaux et internationaux. Mais ils réclament d'être correctement informés, par des autorités expertes et désintéressées, pour pouvoir exercer leur rôle de citoyen dans la participation au débat et l'orientation des politiques publiques.

Nous avons pu relever la dimension de contrôle. Le positionnement de l'individu face au contrôle ou non-contrôle (délégation ou opposition) change. Le bloc 1 qui est caractérisé par des gestes et comportements individuels concrets, dans la vie de tous les jours, ce qui montre un contrôle direct de ses actions pour une meilleure consommation de l'énergie. Le bloc 2, qui met en avant l'énergie éolienne et les autres, montre un contrôle plus discret mais qui est présent. Et le bloc 3, montre un non-contrôle face à cette énergie, sur lequel il ne peut pas influencer. Cela est laissé aux différentes politiques, ce qui amène les individus à adopter un comportement soit de délégation soit d'opposition face aux décisions prise sur ce type d'énergie.

Les contributeurs témoignent donc d'une logique et d'une cohérence certaines et ils réclament, en retour, un même niveau de cohérence dans les processus et les décisions touchant à la transition énergétique. La Convention citoyenne sur le climat reste un exemple d'échec et de gâchis qui a brisé la confiance dans la prise en compte de l'opinion citoyenne et motive à rechercher d'autres voies pour l'exprimer. Des projets industriels ou des installations agricoles, contraires aux discours sur la transition et menés sans concertation, sont autant d'incohérences perçues comme un renoncement à une politique volontariste au profit de puissances polluantes, et font grandir un sentiment d'injustice et de manipulation qui nourrit la colère et débouche sur des confrontations plus radicales.

L'urgence écologique s'accompagne d'une urgence à repenser la politique et l'économie de l'énergie. Ici encore, il s'agit bien d'affirmer une réelle responsabilité des contributeurs dans la transition énergétique et le "Mix" prend forme de contrat : l'individu assume sa part de changements d'usages énergétiques, mais réclame davantage d'information, de concertation et de participation, et les pouvoirs publics doivent garantir leur indépendance, promouvoir la souveraineté et assurer la protection.

Il ressort de cette analyse que :

Certaines réponses choisissent les actions les plus radicales et concernent les changements individuels à adopter sur les questions de réduction des transports dans la plupart des secteurs (professionnel, familial, loisirs...) et du confort domestique (chauffage). A noter que ces changements personnels impliquent également des décisions locales, notamment d'aménagement du territoire.

D'autres réponses appellent au développement des petites installations hydrauliques et/ou éoliennes à impact écologique réduit pour respecter l'environnement et préserver la biodiversité. Elles s'accompagnent d'une exigence de participation des citoyens aux décisions impliquant l'environnement et cela touche particulièrement l'éolien.

D'autres réponses, ensuite, révèlent une attitude plus partagée et concernent le mix-énergétique et, surtout, le nucléaire. On l'interprète selon une équation bénéfice / risque / nuisance. A côté d'une valorisation de la filière nucléaire et d'un appel à son développement sur la base du progrès scientifique et technique, on observe que le risque présent et futur invite à le considérer comme transitoire avant le tout-renouvelable.

D'autres réponses, enfin, rejettent les termes du questionnaire lorsqu'ils mettent en tension la transition écologique et le consommateur. La responsabilité est ici clairement tournée vers la politique de mondialisation économique et il est fait appel à une indispensable relocalisation industrielle et une limitation du fret international.